

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DISCOURS DE

Son Excellence Abdelaziz BOUTEFLIKA

**PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**et PRESIDENT EN EXERCICE DE
L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE**

**A LA 36^{ème} SESSION ORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT
ET DE GOUVERNEMENT
DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE**

Lomé, 10-12 Juillet 2000

(Texte en versions : française, anglaise, arabe)

DISCOURS DE

Son Excellence Abdelaziz BOUTEFLIKA

**PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**et PRESIDENT EN EXERCICE DE
L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE**

**A LA 36^{ème} SESSION ORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT
ET DE GOUVERNEMENT
DE L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE**

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Monsieur le Secrétaire Général de l'OUA,
Mesdames et Messieurs,**

Mes premiers mots s'adressent à mon frère et ami le Président Gnassingbe EYADEMA pour lui dire toute la joie et le plaisir que je ressens à me retrouver dans la capitale togolaise, Lomé, une si belle ville africaine qui nous a témoigné tant d'hospitalité, de générosité et de convivialité. Je voudrais lui exprimer et à travers lui, au gouvernement et au peuple togolais tout entier, mes vifs remerciements et ma profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et fraternel qu'ils nous ont réservés et pour l'amitié toute africaine dont nous sommes entourés depuis notre arrivée dans ce beau pays.

Je voudrais également saisir cette occasion pour rendre un hommage appuyé aux autorités togolaises pour avoir assuré une préparation adéquate de nos assises et fourni les facilités nécessaires au bon déroulement de nos travaux.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Au terme de ma Présidence de notre Organisation Continentale, il me revient de vous présenter le bilan de nos activités durant cette période et de vous livrer dans le même temps des évaluations et des analyses sur ce que nous avons pu entreprendre ensemble ou sur ce que j'ai pu engager en votre nom en faveur de la promotion de la paix, et du développement

économique et social de notre continent, ainsi que du progrès accompli dans notre entreprise d'intégration africaine.

Je voudrais, à ce titre, vous renouveler l'expression de ma gratitude et de ma satisfaction profondes et sincères pour la confiance que vous m'avez témoignée en me confiant la présidence de notre organisation et la responsabilité de veiller à la mise en œuvre des décisions importantes que nous avons prises lors du 35^{ème} Sommet d'Alger.

Je vous remercie vivement pour le soutien actif et la coopération constante et fructueuse que j'ai trouvés auprès de chacun de vous et auprès de vos pays pour remplir cette mission certes exigeante, mais combien exaltante, qui est un honneur pour moi et pour mon pays.

Je voudrais aussi rendre un hommage mérité à notre éminent Secrétaire Général, le Dr Salim Ahmed Salim, dont la disponibilité, le dévouement et les conseils avisés ont facilité ma mission. Ma reconnaissance lui est acquise pour la qualité du travail accompli et les initiatives louables qu'il a prises en vue de dynamiser le Secrétariat et d'adapter ses structures aux missions de l'Organisation en faveur de la paix, de l'unité, du développement et de l'intégration continentale.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Depuis les assises du 35^{ème} Sommet d'Alger, des efforts intenses ont été déployés et des initiatives importantes ont été lancées pour concrétiser nos aspirations collectives à la paix, à l'unité, à la solidarité et au développement économique et social.

Cette entreprise a été encouragée par le soutien total et l'adhésion manifestée pour répondre à notre souci majeur de renforcer davantage notre Organisation, améliorer ses performances et la doter des moyens adéquats lui permettant de faire face aux défis urgents, multiples et complexes.

Le même souci et la même détermination ont également guidé notre démarche pour mettre à la disposition de notre Organisation les ressources indispensables à son fonctionnement et à l'accomplissement d'un mandat aussi exaltant que celui de la promotion en Afrique d'un espace de paix, de stabilité, de développement et d'intégration. Des efforts considérables ont été consentis par nos pays, pour honorer leurs engagements financiers envers l'organisation. Nos difficultés socio-économiques aussi objectives soient-elles, n'ont aucunement altéré notre foi dans les idéaux et les objectifs de l'OUA, ni notre volonté commune de prendre en charge les préoccupations de notre Organisation Panafricaine.

Si l'action de l'OUA à l'échelle du Continent autorise, à bien des égards, un certain optimisme, elle se heurte en revanche au plan inter-régional et international, à une véritable indifférence, source de profonde préoccupation. Le phénomène de la mondialisation et des profondes mutations technologiques, tout en mettant à nu l'ampleur des retards considérables qui accablent l'Afrique, révèle une évolution inquiétante qui déconnecte notre continent du mouvement qui façonne les relations internationales. Si aucune amélioration significative des conditions permettant son insertion dans le système international des échanges n'est sérieusement envisagée, la marginalisation de notre continent, porteuse de graves dangers, risque de faire de l'Afrique la victime de l'histoire du XXIème siècle.

Aussi, importe-t-il de voir dans la décision adoptée par le 35^{ème} Sommet d'Alger, de faire de l'année 2000, la dernière de ce siècle, celle de la paix, de la sécurité et de la solidarité en Afrique, un appel pressant pour la mobilisation urgente de toutes les bonnes volontés et des moyens que commandent le règlement pacifique des conflits et le rétablissement de la paix sur notre Continent. A travers cet appel, l'Afrique veut relever le défi de l'indifférence dont elle subit les effets désastreux, en associant le plus de monde possible dans le projet de redressement et de stabilisation du Continent.

La volonté unanime des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains réunis à Alger, de conférer un rôle de plus en plus politique à l'OUA, s'explique par la nature essentiellement politique, des questions de sécurité et de stabilité du Continent. Les thèmes ayant dominé le Sommet, les conflits, le phénomène du terrorisme et la condamnation des coups d'Etat sont politiques. En abordant le respect de l'intangibilité des frontières, le règlement pacifique des conflits, la sécurité et la stabilité du Continent, l'achèvement du processus de décolonisation et la poursuite des efforts en matière de droits de l'homme, la Déclaration finale a conforté cette orientation.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Les efforts soutenus que nous déployons pour améliorer les performances de notre organisation, renforcer ses capacités d'intervention et la doter des moyens nécessaires ne peuvent s'accommoder d'un environnement où les conflits s'aggravent et les foyers de tension persistent. Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'essentiel de l'action de l'OUA est de relever le défi des graves conséquences humanitaires et de leurs effets destructeurs sur nos économies, fragiles et vulnérables.

Dans ce contexte, nous avons été invités individuellement et collectivement à conjuguer nos efforts pour l'élimination des conflits avant la fin de cette année. S'il est vrai que nous sommes encore loin d'atteindre cet objectif, il n'en demeure pas moins que cette période s'est caractérisée par des efforts soutenus et une intensification accrue des initiatives visant le règlement pacifique des nombreux conflits qui persistent sur notre continent et hypothèquent sérieusement nos aspirations collectives au progrès économique et social.

Certaines situations de conflits ont connu des progrès significatifs sur la base des cadres de règlements pertinents adoptés pour promouvoir des solutions pacifiques. C'est grâce à la persévérance, à la détermination et à l'engagement de nous tous, ainsi qu'à la coordination que nous avons su traduire dans la conduite de nos efforts communs pour toutes les entreprises de paix.

Dans le même temps, les nouveaux conflits et foyers de tension constituent pour nous une source de préoccupation et d'inquiétude majeures. Ces situations requièrent de la part de notre Organisation un surcroît d'efforts et une mobilisation accrue pour donner à nos objectifs communs de paix et de stabilité les chances d'aboutir.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Le conflit opposant l'Ethiopie et l'Erythrée a été, au cours de cette période, une source de préoccupation majeure en particulier à la suite de la reprise des affrontements armés le 12 mai dernier. Cette situation est d'autant plus regrettable qu'elle n'a eu pour résultat que des pertes en vies humaines, des

destructions supplémentaires et un mouvement massif de réfugiés et de personnes déplacées.

Comme vous le savez, depuis le Sommet d'Alger et conformément au mandat que vous m'avez confié pour créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord Cadre et des Modalités, acceptés par les deux parties et entérinés par notre Organisation, j'ai désigné un Envoyé Personnel qui s'est rendu à plusieurs reprises dans la région pour soutenir la dynamique de paix née à Alger pour l'élaboration, à la demande des parties, d'Arrangements Techniques devant servir de Modus Operandi au processus de règlement.

Le dialogue engagé par mon Envoyé Personnel avec les deux parties aussi bien à Addis Abéba, à Asmara qu'à Alger pour la finalisation du Plan de règlement, a été dans l'ensemble empreint de sérénité et de franchise ; ce qui a notamment aidé à la préservation pendant près de 8 mois d'un climat de non-hostilités. Cependant, les divergences profondes des deux parties au sujet des Arrangements Techniques n'ont pu être aplanies malgré les efforts déployés et la détermination constante qui a animé la démarche de notre Organisation. A la réunion à Alger du 30 avril au 5 mai 2000 du premier round des Proximity Talks, aucun progrès n'a été enregistré dans la finalisation du plan de règlement. L'ajournement de ces discussions indirectes a malheureusement été suivi d'une reprise des hostilités.

Ce qui m'a conduit à multiplier les appels pressants aux deux parties pour qu'elles fassent preuve de sagesse et de retenue et qu'elles reprennent à Alger, les négociations de paix. Devant l'urgence et la gravité de la situation sur le terrain, j'ai eu personnellement, à faire le déplacement à Addis Abéba et Asmara où j'ai rencontré aussi bien le Premier Ministre Meles ZENAWI que

le Président AFWERKI, pour leur demander une cessation immédiate des hostilités et la reprise des pourparlers à Alger.

Ainsi, grâce à la coopération et à la compréhension des dirigeants des deux pays frères, les discussions indirectes ont été, de nouveau, organisées à Alger du 30 mai au 10 juin et ont permis d'engager des négociations sur un projet d'Accord pour la cessation des hostilités. Ce texte a recueilli l'accord formel des deux parties et ouvert la voie à l'examen des questions de fond devant aboutir à l'ultime étape du processus, celui de la délimitation-démarcation des frontières.

Ces négociations que vous avez certainement suivies avec le souci premier de voir les frères éthiopiens et érythréens privilégier le dialogue, en vue du règlement pacifique de leur différend, ont été menées avec sagesse et détermination, évitant ainsi des souffrances et des déchirements inutiles aux deux peuples.

La signature à Alger le 18 juin 2000 de l'Accord sur la cessation des hostilités a été une consécration positive de nos efforts collectifs et un moment particulièrement fort où nous avons pu voir la raison prévaloir dans les positions des uns et des autres et où nous avons pu également enregistrer la volonté des deux parties à s'engager résolument sur la voie de la paix, de la réconciliation et de la concorde. Je dois à cet égard rendre hommage aux deux leaders, le Premier Ministre Meles ZENAWI et le Président AFWERKI pour avoir mesuré la gravité de la situation et ses conséquences désastreuses sur le devenir de leurs deux peuples et opté pour le choix que nous avons ardemment recommandé pour lequel nous avons patiemment œuvré, celui de la paix et uniquement de la paix.

J'ose espérer que cet acquis important que nous avons tous salué puisse s'ériger en véritable exemple pour les autres situations dramatiques que connaît encore notre continent.

Je dois souligner que l'OUA s'est pleinement investie dans ce conflit et qu'elle a déployé des efforts considérables, mais aussi des moyens, de la patience et des ressources. Dans la conduite de sa mission de paix, notre Organisation a bénéficié du soutien actif et constant de ses principaux partenaires notamment les Nations Unies, les Etats-Unis et l'Union Européenne. Je tiens, en votre nom à tous, à leur renouveler à la fois l'hommage qu'ils méritent et la profonde gratitude de l'OUA pour cette contribution majeure dans notre effort collectif de promotion et de restauration de la paix en Afrique.

Je ne peux conclure mes propos sans appeler encore une fois les deux parties à s'engager résolument dans la mise en œuvre du processus de règlement, afin de parvenir à une solution durable du conflit et à offrir à leurs peuples, liés par des relations séculaires de voisinage, de vivre dans la paix et la concorde.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

En République Démocratique du Congo et depuis la signature le 10 juillet 1999 de l'Accord de Lusaka, pratiquement la veille de notre 35^{ème} Sommet de l'OUA d'Alger, nous avons unanimement et chaleureusement salué cet acquis important et enregistré avec satisfaction la disponibilité des parties à s'engager résolument sur la voie de la paix et de la stabilité au bénéfice de tous les peuples de la région. Depuis, la situation dans ce pays a évolué du fait de la complexité et de la nature du conflit lui-même, de la multiplication des acteurs et surtout des retards considérables voire préjudiciables des Nations Unies dans la prise

en charge opérationnelle de ce dossier. Vous savez tous l'intérêt particulier que j'ai apporté à la mise en œuvre du processus de paix en République Démocratique du Congo et à l'importance de son aboutissement.

C'est à ce titre que j'ai désigné un représentant spécial chargé du suivi de ce dossier qui a eu l'occasion de participer activement à toutes les réunions des organes et mécanismes institués par l'Accord de Lusaka. Cet intérêt a été non seulement dicté par les responsabilités statutaires dévolues à la présidence en exercice, mais également et surtout par la gravité de la situation dans ce pays et ses implications inévitables sur la stabilité de la région des Grands Lacs tout entière qui nous interpelle. En dépit de la mobilisation par notre Organisation de ses énergies, capacités et modestes ressources mises au service de l'entreprise de paix, la situation est restée précaire et souvent confuse, retardant la mise en oeuvre de l'Accord de Lusaka, en privant les Congolais et les peuples de la région du droit de vivre en paix et de renouer avec la stabilité et la concorde. L'Afrique tout entière qui a pris de nombreuses initiatives et soutenu toutes les démarches et actions de paix attendait légitimement de voir les parties concernées relayer nos efforts communs par un engagement et une détermination encore plus grands dans la dynamique de paix à laquelle elles ont souscrit.

Au moment où nos efforts collectifs convergeaient vers la consolidation du cessez-le-feu et la réunion des conditions pour le déploiement des forces onusiennes, des affrontements armés ont continué malheureusement à marquer les réalités du terrain rendant plus difficile la démarche politique que nous avons unanimement cautionnée à Alger au lendemain de la signature de l'Accord de Lusaka. Au nom de nous tous, je me dois de dire qu'il s'agit là d'une responsabilité qui nous incombe devant nos peuples et devant l'histoire. La situation dans ce pays frère ne peut

indéfiniment perdurer et il est de notre devoir de conjuguer nos efforts pour faire prévaloir le dialogue, et encourager les parties à une coopération loyale et sincère afin de créer les conditions nécessaires à un engagement significatif et efficace des Nations Unies.

C'est dans cet esprit que j'ai pris l'initiative, en consultation avec mes pairs, de réunir à Alger le 30 avril 2000, un Mini-Sommet consacré à la situation en République Démocratique du Congo. Cette rencontre a permis, au terme d'un débat franc et direct, de réaffirmer l'attachement et l'engagement de tout un chacun en vue de parachever l'entreprise de paix sur la base des Accords de Lusaka et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo.

D'intenses efforts ont été déployés et de larges consultations ont été engagées pour conforter les acquis de l'Accord de Lusaka et consolider les progrès enregistrés sur la voie de la paix et de la stabilité. Cependant, l'ensemble des acteurs en présence n'ont pas répondu à cette dynamique de paix, rendant difficile la tâche aux promoteurs de la paix, favorisant un climat de tension et offrant des motivations voire des justifications aux hésitations et aux retards des Nations Unies dans leur engagement opérationnel sur le terrain.

C'est pour faire face à une situation aussi dangereuse pour l'avenir du processus que nous avons multiplié les contacts politiques et intensifié nos démarches diplomatiques en direction des Parties et de nos partenaires en vue de garantir le respect des engagements pris et d'assurer une mise en œuvre intégrale du processus de paix sur la base de l'Accord de Lusaka.

Je demeure convaincu que nous saurons ensemble, puiser dans nos valeurs communes, pour imposer la logique de la raison

et de la sagesse dans la conduite de cet effort de paix. J'estime qu'il est grand temps que cette région puisse enfin renouer avec la sécurité et la stabilité. C'est là un vœu que nous partageons tous et pour lequel nous sommes et demeurons engagés.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

La situation aux Comores continue d'être marquée par l'intransigeance des séparatistes anjouanais qui, au-delà de leur refus de signer les Accords d'Antananarivo, ont tenté de lui donner une caution référendaire. Face à l'attitude des séparatistes, l'OUA a fermement soutenu la démarche adoptée par les pays de la région qui ont, à juste titre, imposé des sanctions à l'encontre des dirigeants de ce Mouvement. L'OUA demeure fortement attachée à la nécessité d'une action concertée des pays de la région pour aider le peuple comorien à retrouver son unité, à sceller sa réconciliation et à rétablir l'intégrité de son territoire. De la même manière, l'OUA poursuivra ses efforts destinés à favoriser le retour à l'ordre constitutionnel aux Comores.

En Angola, les développements positifs qui marquent désormais l'évolution de la situation constituent un motif de satisfaction. Les sacrifices énormes consentis par le peuple angolais, la patience et le courage avec lesquels il a enduré des épreuves difficiles et pénibles, lui valent aujourd'hui, auprès de nous tous, estime et considération.

Les sanctions que la Communauté Internationale a imposées à l'UNITA ont, non seulement démontré leur validité mais aussi produit les effets escomptés grâce à la résolution de notre Organisation qui a su avec patience et détermination soutenir le gouvernement angolais dans sa quête de paix, de stabilité et d'unité.

La Somalie, meurtrie par une crise qui aura duré presque une décennie n'a pas encore renoué avec la paix et la stabilité. Les différentes initiatives de règlement de ces dernières années ne sont pas parvenues à décourager l'effort de guerre des protagonistes de clans qui s'affrontent quotidiennement en quête de pouvoir.

Face à cette situation préoccupante, nous avons accueilli avec satisfaction l'initiative prise par le Président Omar GUELLEH, dont il m'a entretenu, et pour laquelle je lui ai manifesté le soutien de notre Organisation. Notre appui collectif à la démarche du Président Omar GUELLEH sera sans doute de nature à permettre au peuple somalien frère, seul responsable de son devenir, de sceller définitivement sa réconciliation nationale et de mettre en place ses instances nationales en vue de retrouver sa place parmi la famille africaine et au sein de notre Organisation.

En Sierra Leone et après avoir observé des développements qualitativement positifs à la faveur des Accords de Lomé, la situation dans ce pays a été de nouveau marquée par la violence mettant en péril le fragile équilibre politique laborieusement forgé par les acteurs de ce conflit.

Les récents événements au cours desquels des éléments de la Force de la mission onusienne ont été enlevés ont suscité notre profonde indignation et réprobation. Ces événements mettent en danger la transition démocratique en Sierra Leone, et créent un précédent grave et dangereux.

Le dénouement de cette crise, grâce à l'intervention louable du Président Charles TAYLOR, a suscité un sentiment de soulagement et nous a conforté dans notre conviction qu'en plus des efforts des Nations Unies, les pays de la région peuvent et doivent être investis d'une responsabilité particulière dans la

conduite de la paix en Sierra Leone. La disponibilité et l'engagement dont ont fait preuve les Etats membres de la CEDEAO constituent à cet égard un exemple édifiant et une expérience utile dont il convient de tirer les enseignements dans notre pratique de prise en charge des problèmes de sécurité.

Dans cet effort aussi complexe que coûteux, l'Afrique ne doit pas être livrée à elle seule. La Communauté Internationale se doit aussi d'apporter son soutien et son appui dans cette mission universelle de paix, mission que la Charte des Nations Unies a confiée au Conseil de Sécurité et dont il a la responsabilité première.

Au Burundi, le dialogue se poursuit avec le nouveau facilitateur, le Président MANDELA auquel nous renouvelons nos félicitations et nos vœux ardents de réussite et de succès dans sa noble mission de paix. Nous devons aussi reconnaître le mérite de notre regretté frère NYERERE, sa patience infinie et ses talents de négociateur, dans cette dynamique de paix. Qu'il trouve ici l'expression de notre hommage appuyé pour sa contribution exemplaire. Notre Organisation a, dans ce cadre, continué à marquer son plein soutien au dialogue inter-burundais. Elle saisit cette occasion pour renouveler son appui aux efforts du médiateur.

Nous formons l'espoir que les parties burundaises puissent saisir cette opportunité pour transcender leurs divergences de manière à créer les conditions nécessaires à la restauration de la paix et de la stabilité dans ce pays frère.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Même si certaines situations continuent d'être préoccupantes, il faut reconnaître que les efforts en cours et notre

détermination à nous attaquer aux causes de ces crises, autorisent de réels espoirs qui animent fortement notre engagement quotidien de mettre fin aux conflits, contenir les foyers de tension et réduire leurs effets notamment le problème dramatique des réfugiés et personnes déplacées.

C'est dans le prolongement de nos efforts collectifs pour le règlement de ces conflits et de consolidation de la paix que notre organisation s'est pleinement investie par un soutien actif et un suivi constant du processus de démocratisation que dicte la forte aspiration de nos peuples à une vie meilleure faite de progrès et de prospérité.

C'est dans cet esprit que nos pays, fortement inspirés de leurs expériences et de celles des autres continents, développent, désormais, une approche nouvelle et adoptent des démarches novatrices. Qu'il s'agisse de la protection et de la promotion des Droits de l'Homme, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, du respect et de la protection des libertés individuelles et collectives, nos pays cultivent, sans complexe, une vision marquée à la fois par la transparence et la rigueur qu'impose une adaptation réaliste au nouveau contexte des relations internationales.

Le moment n'est-il pas venu d'affirmer, objectivement, que le processus de démocratisation gagne du terrain en Afrique ? Qu'il est le résultat d'une expérience propre qui commence progressivement à prendre racine sur notre Continent. Que les peuples africains ont livré un combat sans merci souvent, au prix de millions de morts, pour vaincre les ennemis de la démocratie que sont le terrorisme, l'obscurantisme, l'intolérance, le racisme, la corruption et la bureaucratie. Que l'engagement de l'Afrique pour la démocratie n'est pas une vue de l'esprit et qu'elle est une réalité bien vivante. Que l'Afrique a aussi le droit de faire sienne cette

valeur universelle, de l'enrichir comme l'ont fait d'autres peuples avant elle, de sa personnalité et de son génie propres. Cette réalité bien vivante, c'est aussi l'image de l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

C'est dans ce même esprit que nous avons eu à Alger le courage et la conviction politiques nécessaires pour nous prononcer collectivement et solidairement contre la persistance des changements anticonstitutionnels. Cette décision constitue une référence qui incarne notre foi et notre détermination à contribuer activement à l'enracinement de la démocratie en Afrique. Il me plaît, à ce titre et en votre nom à tous, d'exprimer notre appréciation et nos félicitations à la République du Niger et de Guinée-Bissau pour avoir organisé des élections libres et transparentes se conformant ainsi à la décision de notre Organisation, inscrite désormais dans la vision politique nouvelle que nous voulons désormais imprimer à l'action collective africaine. Je saisis cette occasion solennelle de notre rencontre à Lomé pour souhaiter, en votre nom à tous, la bienvenue au Président WADE, au Président TANDJA et au Président KUMBA YALA qui participent à nos travaux pour la première fois. Je voudrais les assurer qu'ils trouveront auprès de nous tous le soutien et la solidarité nécessaires dans l'accomplissement de leur mission au service de leurs pays et du bien-être de leurs peuples.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Ces défis complexes et multiples que représentent la paix, la stabilité et la sécurité n'ont pas empêché nos pays de s'investir également dans une entreprise exaltante d'intégration. Malgré nos difficultés économiques objectives, les retards considérables, que nous avons accumulés en matière de progrès technologique ou encore le poids effrayant de notre dette extérieure, nos pays

s'efforcent, à réunir les conditions d'un redressement socio-économique soutenu et d'une relance du développement et de l'émergence d'un véritable espace d'intégration économique régional.

Notre vision s'inscrit dans une approche collective d'intégration dont le Traité d'Abuja a fixé les objectifs, défini les étapes et identifié la démarche. Cela fait presque deux décennies que nous nous sommes engagés dans ce processus, avec comme objectif prioritaire, le renforcement de nos Communautés Economiques Régionales respectives. Cette première étape, décisive pour l'avenir de l'entreprise communautaire dans son ensemble, requiert des efforts supplémentaires en vue d'une amélioration de leurs performances, pour donner vigueur à l'intégration sous-régionale, principal support, de la dynamique du Traité d'Abuja.

Un pas important a été franchi et des progrès ont été enregistrés dans la prise en charge de l'aspect institutionnel de la Communauté Economique Africaine. Les différentes Communautés Economiques Régionales, auxquelles appartiennent respectivement nos pays, sont variées et ont accumulé des expériences et des performances qui méritent d'être connues et échangées.

Dans ce contexte, j'ai demandé au Secrétaire Général de l'OUA d'entreprendre un travail de réflexion et d'analyse des expériences d'intégration de ces institutions de manière à développer un échange d'information systématique entre le Secrétariat Général et les Communautés Economiques Régionales, et à tirer des enseignements utiles pour l'enrichissement de notre approche.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

L'objectif d'intégration pour lequel nous nous sommes engagés demeure un facteur de mobilisation collective et nous devons poursuivre nos efforts pour conforter les acquis réalisés et consolider les progrès enregistrés. C'est ainsi que le 4^{ème} Sommet extraordinaire que nous avons tenu à Syrte en septembre 1999 a été l'occasion de réitérer notre plein attachement au processus d'intégration ; nous y avons convenu de réexaminer le calendrier de la mise en place de la Communauté Economique Africaine de manière à hâter le processus d'intégration. C'est également dans ce cadre qu'il faut situer la Déclaration historique de Syrte qui nous enjoint de renforcer l'unité entre nos Etats dans la perspective d'un devenir commun et d'une émancipation partagée de nos peuples.

Ces objectifs prioritaires nous commandent, aujourd'hui, de poursuivre et d'approfondir, ensemble, notre réflexion sur nos méthodes de travail en vue d'assurer une codification progressive de nos cadres juridiques, et d'impulser un nouvel élan à la dynamique unitaire et au processus d'intégration dans un espace où règnent la paix, la stabilité, l'harmonie, la concorde, le progrès et la prospérité.

Cet effort requiert une harmonisation de nos positions, une coordination de nos activités, une adaptation de nos structures et une rénovation de nos méthodes de travail, pour faire face avec efficacité aux profondes mutations induites par le phénomène de la mondialisation, désormais, irréversible et porteur de risques réels de marginalisation et d'exclusion pour notre continent.

C'est pourquoi il est vital, pour nous Africains, d'œuvrer ensemble à donner à notre démarche d'intégration continentale la cohérence, le réalisme et la viabilité qui lui sont nécessaires. Elle

doit puiser dans l'unité de ses rangs, l'intégration de ses économies et la solidarité de ses peuples, les raisons de sa revitalisation politique et économique.

Nous avons réaffirmé lors du 35^{ème} Sommet de l'OUA d'Alger et de la Conférence extraordinaire de Syrte, la légitimité et la pérennité de ces idéaux et nous nous sommes fixés comme objectif de les traduire dans un cadre commun. Tout comme nous avons exprimé notre détermination et notre engagement à mettre en œuvre tous les moyens en notre possession pour donner corps et consistance aux aspirations légitimes de nos peuples à la paix, à la sécurité et au développement.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Notre continent, à travers son Organisation Panafricaine, dispose d'institutions et de mécanismes de concertation, de coordination et d'action qui, ayant eu le mérite d'avoir servi pendant des décennies de véritables supports à son action collective, gagneraient, aujourd'hui, à être revus, enrichis et adaptés.

L'OUA, sa charte et ses institutions, sont des acquis précieux qu'il faut à l'évidence préserver, mais qui méritent aussi, comme nous l'avons déjà relevé, une réflexion nouvelle pour améliorer leur efficacité qui permette une prise en charge adéquate de nos préoccupations collectives et de garantir aux instruments de l'action panafricaine un meilleur rendement.

Je disais à Syrte que nous reconnaissons tous les décalages que pourraient susciter les possibilités d'action actuelles et les impératifs d'une adaptation nécessaire pour faire face aux défis. L'exercice, auquel nous devons nous livrer, devrait

concilier l'audace nécessaire aux grandes entreprises et les exigences du réalisme en ayant pour finalité, d'aboutir à un renforcement de notre Organisation continentale, à travers la réaffirmation de son autorité politique, de sa crédibilité et de son audience internationales.

La Déclaration de Syrte a été un formidable coup d'accélérateur à la dynamique unitaire africaine à travers le projet de l'Union Africaine, la réactivation du processus de mise en œuvre du Traité portant création de la Communauté Economique Africaine et la mise en place de la Banque Centrale Africaine, l'Union monétaire, la Cour Africaine de Justice et le Parlement panafricain. Ce projet d'envergure qui se propose de hâter la réalisation des objectifs fondamentaux de l'OUA, est destiné à revitaliser l'Organisation et à préparer l'Afrique, dans le contexte des mutations rapides induites par la mondialisation et des puissants blocs régionaux, à valoriser ses ressources et ses potentialités dans les domaines économique, social et politique.

L'évolution rapide du monde d'aujourd'hui et les menaces que font peser sur notre sécurité et stabilité, les nombreux phénomènes transfrontaliers, nous commandent plus que jamais, de faire de notre Organisation et de l'ensemble de ses institutions, le vecteur de solidarité, de coordination et d'action de politiques résolues à l'échelle du Continent. Ce projet unitaire, mené sur des bases réalistes et rationnelles est l'objectif vers lequel doivent tendre tous nos efforts.

La réunion des Ministres des Affaires Etrangères de l'OUA qui s'est tenue à Tripoli, en mai dernier, a préparé le terrain de cette grande ambition. Je suis convaincu que le projet constitutif de l'Union Africaine et du Parlement panafricain, progressera de façon réaliste et sûre sur la base de l'échéancier qui a été adopté à cet effet.

Nous sommes, certainement, tous animés de la volonté de disposer d'une Organisation forte et crédible. Nos efforts convergent, vers cet objectif. Il importe d'orienter le processus de révision des instruments et cadres de coopération, d'unité et de solidarité dans le sens d'un renforcement accru de nos acquis historiques, à même de consolider l'assise institutionnelle de notre idéal unitaire.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

La question de l'annulation de la dette extérieure de l'Afrique est une question dont le traitement revêt un caractère d'urgence. Comme vous le savez, j'ai été mandaté, conjointement avec le Président d'Afrique du Sud, Son Excellence Thabo MBEKI, pour engager avec les créiteurs de l'Afrique des discussions sur sa dette extérieure, dont le montant pour l'année 1999 a été évalué à 359 milliards de dollars des Etats-Unis, en vue d'assurer son annulation totale. Avec mon collègue d'Afrique du Sud, nous avons saisis conjointement les Etats membres du G .8 pour les informer de la décision des pays africains d'engager dans cette perspective des discussions dans les délais les meilleurs, sur cette brûlante question.

J'ai également plaidé en faveur d'un traitement de ce problème aussi bien devant la 54^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies que lors de la Xème session de la CNUCED sur la spécificité de la dette extérieure de l'Afrique en mettant l'accent sur la nécessité d'adopter une approche globale qui garantirait à nos pays un accès plus rapide aux initiatives de réduction et d'annulation en vue d'un désendettement substantiel de l'énorme charge qui pèse sur nos efforts de redressement et de relance économique et sociale des pays africains.

Des mesures ont été prises dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés, en vue de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. Tout en saluant ces mesures, il nous faut reconnaître qu'elles restent très loin de ce qui serait nécessaire pour rompre le cercle vicieux de l'endettement et permettre à l'Afrique de s'engager véritablement dans la voie d'une croissance forte et durable.

Par ailleurs, le FMI, par le truchement de M. CAMDESSUS, a consacré, à Libreville, la liaison du fardeau de la dette qui pèse sur les pays les plus pauvres avec leur développement. Pour significative que puisse être cette orientation, elle n'aurait de sens véritable que dans la mesure où les pays bénéficiaires se verraient aider à reconstruire une économie fiable, et à se passer progressivement de l'aide caritative des ONG auxquelles nous voudrions, par ailleurs, rendre hommage. Ces initiatives seraient plus complètes quand les créanciers examineront positivement le cas des pays dits intermédiaires. L'annulation de la dette pour ces pays, outre qu'elle lèverait la contrainte majeure à leur développement, bénéficierait à tout le continent par l'effet d'entraînement que leur croissance soutenue aurait sur leur environnement immédiat. Aussi, les solutions de reconversion proposées çà et là ne constituent-elles qu'une approche timide et il faut bien le dire, qui n'aboutit, en fin de parcours, à aucun résultat substantiel.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

En comptant sur ses propres potentialités et en assumant ses responsabilités dans l'effort de développement et d'intégration, l'Afrique s'est résolument engagée dans une dynamique de partenariat avec les autres ensembles. Le 1^{er} Sommet Afrique-Europe qui s'est tenu au Caire en avril a été un moment fort dans

les relations que nous voulons denses et fructueuses avec l'Europe.

Je voudrais à cet égard exprimer au nom de la Présidence en exercice de l'OUA qui a eu l'honneur de conduire le processus préparatoire avec l'Union Européenne notre appréciation pour le soutien actif de notre secrétariat dans l'accomplissement de ce mandat. La forte cohésion de nos rangs et la parfaite coordination qui a prévalu entre nos pays tout au long des négociations sur les modalités d'organisation et des résultats qui en ont découlé, constituent un motif de profonde satisfaction.

A cet égard et en votre nom à tous, je voudrais renouveler mon hommage et réitérer mon immense appréciation au sujet de la décision courageuse et généreuse prise par la RASD de ne pas participer à ce Sommet en signe de solidarité avec l'Afrique. Ce geste de portée hautement politique, en permettant de lever les obstacles à la tenue du Sommet, mérite notre considération et reconnaissance appuyées. C'est dans cet esprit et sur la base du soutien actif de tous les Etats membres que la Présidence de l'OUA a conduit ce processus, guidée en cela par le souci constant de servir les intérêts supérieurs de l'Afrique et de réunir les conditions d'un Sommet que nous avons voulu un cadre durable de rapprochement, de coopération et de partenariat.

Le consensus qui s'est dégagé sur la périodicité de ce Sommet et la mise en place de mécanismes de suivi sont des acquis importants et significatifs qui nous permettront, j'en suis sûr, de développer avec l'Union Européenne un partenariat crédible, authentique et durable.

La reconnaissance par l'Europe de sa responsabilité historique envers notre Continent et son engagement en faveur d'une contribution importante à l'effort de développement de

l'Afrique constituent un signal fort de notre volonté partagée de mettre en place des mécanismes appropriés pour le partenariat global et stratégique que nos deux ensembles régionaux ont décidé de construire.

Toujours au plan de la coopération régionale, le premier Sommet du Sud, tenu à la Havane les 10-14 avril 2000, a été l'occasion de la réaffirmation d'une solidarité agissante des pays en développement à l'égard de l'Afrique. Le G.77 et la Chine s'engagent à conjuguer leurs efforts pour tenter d'infléchir le mouvement irrésistible qui façonne les relations internationales dans le sens des intérêts des pays du Sud qui sont la majorité de l'humanité. A cet égard, le Sommet a exprimé sa profonde préoccupation sur la situation économique particulièrement critique que connaît l'Afrique exacerbée notamment, par le fardeau de la dette, les niveaux insignifiants de l'épargne et de l'investissement, la dépréciation des prix des matières premières, et le déclin de l'Aide Publique au Développement.

**Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

Avant de conclure, permettez-moi d'évoquer rapidement la problématique du SIDA, l'un des défis majeurs pour notre continent qui attend de la communauté internationale un soutien et un apport significatifs pour faire face à cette pandémie du siècle. Les moyens matériels, financiers et scientifiques dont nous disposons ne permettent pas à l'Afrique de lutter efficacement contre ce fléau. Un partenariat international de lutte contre le SIDA devant mettre en place des stratégies de mobilisation des ressources, est indispensable.

Je ne rendrais pas justice à notre ami et frère le Président OBASANJO si j'omettais de relever les efforts qu'il a déployés

pour le succès de cette conférence et pour le Sommet sur la Malaria. Il ne serait pas non plus élégant de ma part si je ne témoignais pas en faveur du dévouement dont il a fait preuve, de Syrte au Caire, de la Havane à Alger, en faveur de la solution des problèmes de notre continent. Souligner cette abnégation et ce dévouement, c'est quelque part rendre hommage à son engagement vis-à-vis de l'Afrique. Il n'aurait pas besoin de moi pour mériter unanimement cet hommage.

Voilà, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Mesdames et Messieurs, le bilan des activités de notre Organisation mené lors de cet exercice au cours duquel l'OUA s'est attelée à faire entendre la voix de l'Afrique ; une Afrique endolorie par ses conflits, éprouvée par ses difficultés économiques et sociales, mais qui reste déterminée à assurer son relèvement par la valorisation de ses énormes potentialités.

Je demeure convaincu que nous pouvons ensemble relever nos défis en mettant fin à la principale source de nos maux et de nos difficultés que sont les conflits qui nous déchirent et nous fragilisent. L'Afrique est en droit d'attendre une solidarité plus grande et plus effective de la Communauté Internationale. Au-delà de cette aide, notre responsabilité est grande et il est grand temps que nous l'assumions et que nous fassions preuve de plus d'audace et de courage pour que la paix, la stabilité et la sécurité en Afrique deviennent une réalité tangible.

Je vous remercie.

IMPRIMERIE OFFICIELLE

Les Vergers - Bir-Mourad Rais ALGER

Tél. : (02) 54.35.06 à 09

Fax : (02) 54.35.12

Statement
of His Excellency Abdelaziz BOUTEFLIKA
President of the People's Democratic Republic
of Algeria

And Current Chairman
of the Organisation of African Unity

At the 36th ordinary session
Of the Conference of Heads of State and Government
of the Organisation of African Unity

Lome', 10th to 12th July 2000

**Excellencies, Heads of State and Government,
Mr Secretary General of the United Nations,
Mr Secretary General of the Organisation of African Unity,
Ladies and Gentlemen,**

Allow me to address my preliminary remarks to my brother and friend, President Gnassingbe EYADEMA to tell him all the pleasure and happiness I feel for being here in Lome, the beautiful african city which has received us with such a hospitality generosity and friendliness. I would like to convey through him, to the government and people of Togo, all my heartfelt thanks and deep gratitude for the warm and brotherly welcome and for the truly african friendship we enjoyed since our arrival in this beautiful country.

I would like also to avail myself of this opportunity to pay a special tribute to the togolese authorities for an appropriate preparation of our meeting and for providing all the necessary facilities for a smooth running of our proceedings.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

At the end of my tenure of office, as Chairman of our continental Organisation, it is my duty to take stock of all activities carried out during this period, and to submit my assessment and analysis of all common endeavours and tasks I have accomplished, on your behalf, in order to promote peace, economic and social development, as well as the progress achieved in order to make african integration process a reality.

I would like to reiterate my deep gratitude and sincere satisfaction for the confidence you have bestowed in me, in electing me chairman of the Organisation and entrusting me with the responsibility of making sure that all the important decisions taken at 35th summit are duly implemented.

I most sincerely thank you for your the active support, for the fruitful and unfailing co-operation shown by everyone, as well as, for the contribution of your countries in fulfilling this demanding and fascinating mission, which I consider an honour to me and to my country.

I would like to pay a well-deserved tribute to our distinguished Secretary General, Doctor Salim Ahmed Salim, whose dedication, availability and pertinent advices have facilitated my mission. All my gratitude and appreciation to Dr Salim Ahmed Salim for the quality of the work he has done and for the laudable initiatives he undertook to give new momentum to the Secretariat and to adapt the organs of OAU for achieving peace, unity, development and integration of our continent.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

Since our 35th Summit en Algiers, intensives efforts have been made, initiatives have been taken to translate into reality our common aspirations for peace, solidarity, social and economic porgies.

This mandate has benefited from the total support and adhesion shown in order to strengthen our organisation, to improve its performances and to provide the necessary means to confront the most urgent multifold and complex challenges.

The same determination and concern, have guided our approach for providing our Organisation with the necessary resources for its smooth functioning and for achieving a fascinating project which is the promotion in Africa of an area of peace, stability, development and integration. Our countries have done considerable efforts to meet their financial obligations vis-à-vis the organisation. Social and economic constraints, although objective factors, have not altered our faith in the noble ideals and objectives nor diminish our common determination to assume our responsibility in dealing with the problems of the Organisation.

As for the activities of OAU, at the continental level, there is ground for some optimism, but at the inter-regional and international levels, there is a serious and worrying indifference. Globalisation and the ensuing technological changes, have underlined the fact that Africa is lagging behind, and revealed a disturbing development which indicates that the continent is disconnected from the trends that are shaping international relations. If no significant improvement is brought about or seriously considered to connect Africa to the world system of exchanges, the marginalisation of our continent fraught with severe dangers could make Africa the victim of the XXI century.

It is therefore important that the decision taken at the 35th Summit, to consider the year 2000, the last one of the century, the year of peace, security, solidarity, as a call for the mobilisation of all means and all men of good will for the peaceful settlement of conflicts and the restoration of peace in Africa. In doing so, our countries are determined to confront the challenge of indifference and its disastrous consequences, with the co-operation of the largest possible number of persons for the recovery and stability of the continent.

The unanimous decision of the Heads of States and Governments meeting in Algiers, to give OAU an increasing political role, has its explanation in the very nature of the issues at stake, the political problems, the security and the stability of the continent. The prevailing issues dealt with during the Summit, such as conflicts, terrorism, condemnation of coups, are all of political nature. In dealing with the principle of intangibility of borders, the peaceful settlement of disputes, security and stability of the continent, the conclusion of the decolonisation process, and the pursuit of efforts to ensure the respect of human rights. The Final Declaration has reaffirmed this orientation.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

Our relentless efforts to improve the performances of our organisation, to enhance its intervention capability, to endow it with all the necessary means, are of no avail in an environment where conflicts are exacerbated and tensions persisting. The situation is a matter for worry since the main activities of OAU are geared towards the challenges and their serious humanitarian consequences and their devastating effects on our fragile and vulnerable economies.

In this respect, we have been all invited to work individually or collectively, to eliminate conflicts before the end of the year. We are indeed far from achieving such objective, however this period has been characterised by the continuous efforts and an increasing number of initiatives aiming at the peaceful settlement of persisting conflicts that seriously undermine any common aspiration for social and economic progress.

In some instances, significant progress has been achieved on the basis of the relevant framework for conflicts settlement

adopted in order to promote peaceful solutions. It is with the perseverance, determination, commitment and co-ordination that we were able to translate into facts our collective peace-oriented efforts.

In the meantime, new conflicts and hot beds of tensions are a source of major preoccupations and worries. These situations call for increased efforts and more active mobilisation of our Organisation to reach eventually our common goals of peace and stability.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

As for the conflict between Ethiopia and Eritrea, we must note that it has been a matter of major preoccupation, more particularly when the armed struggle resumed last may 12th. This is undoubtedly a regrettable situation with dire consequences for human lives, more destructions, and a massive flows of refugees and displaced persons.

As you all know, in pursuance of the mandate you have entrusted to me, at the Algiers Summit, to meet the necessary conditions for the implementation of « The framework Agreement and the Modalities » accepted by both parties and adopted by the Organisation, I have appointed a Personal Envoy who made several visits to region to enhance the peace dynamics initiated in Algiers and to prepare, upon request from the parties, the Technical Arrangements that will serve as Modus Operandi for the settlement process.

The dialogue between the Personal Envoy and both parties, in Addis Ababa Asmara and Algiers, to finalise the blueprint for settlement, was in general held, in an atmosphere of

serenity and frankness. That has helped to keep for 8 months a non-hostility situation. Nevertheless, the marked differences between parties concerning the technical Arrangements were not ironed out, inspite of the efforts and the steadfast determination of the Organisation. During the first round of Proximity Talks held in Algiers from April 30th to the 5th of May, no progress was achieved to finalise the framework agreement. The postponement of the indirect talks has been followed, unfortunately, by the resuming of hostilities.

I had then to urge repeatedly both parties to show restraint and wisdom and to come back to Algiers and to resume the negotiations. Given the urgency and seriousness of the situation on the field, I felt duty bound, to go personally to Addis Ababa and Asmara where I met the Prime Minister Meles Zenawi and President Afwerki and invited them to stop immediately the fighting and to resume the Talks in Algiers.

With the co-operation and comprehension of both leaders, it was possible to resume the indirect talks in Algiers, from the 30th may to June 10th, and to launch the negotiations on a draft agreement for the cessation of hostilities. The text was formally accepted by both parties and it was then possible to pave the way for the consideration of substantive issues leading to the final phase of the process, which is the borders demarcation.

The negotiations that you have been certainly following with the hope that both Ethiopians and Eritreans would favour dialogue and the peaceful settlement of disputes, were carried out with wisdom and determination, thus avoiding unnecessary sufferings and misery for both peoples.

The signing in Algiers, on June 18th, of the Agreement on the cessation of hostilities was the positive outcome of our collective

efforts and a special occasion where reason prevailed over other considerations; we then recorded the willingness of both parties to decisively engage in reconciliation, concorde and peace. In such circumstances, I have to pay tribute to Prime Minister Meles ZENAWI and to President AFWERKI who have duly assessed the seriousness of the situation and its devastating consequences for the future of the two peoples. I paid tribute to them for adopting the solution we strongly recommended and for which we patiently dedicated our efforts in order to ensure peace, and only peace.

I dare to hope that this commendable achievement, may one day become an example to be followed in other dramatic circumstances which alas still exist in our continent.

Precisely, on this issue I have to say that OAU has fully committed itself and has spared no efforts, in bringing about all its means, patience and resources. In the process, our organisation benefited from the unflinching and active support of its main partners: the United Nations, the Unites States and the European Union. On your behalf, I would like to pay a well deserved tribute to all and express my deep gratitude to OAU for its important contribution to our collective endeavour to re-establish and promote peace in Africa.

Before concluding on this issue, I urge once again, both parties to resolutely start implementing the settlement mechanisms to ensure a lasting solution for their peoples, with their historical ties as neighbours and to let them live in peace and harmony.

**Excellencies, Heads of state and Government,
Ladies and Gentlemen,**

In the Democratic Republic of the Congo, since the signing of the Lusaka Accords, on the eve of our 35th Summit, you have

unanimously commended this great success and you have taken note with satisfaction of the firm intention of all parties to decisively engage in the path for peace and stability in the interest of all the peoples the region. Since Algiers, the situation has been volatile due to the highly complex nature of the conflict, to various stakeholders, and to over delayed actions of the United Nations which was to take on the operational side of the exercise. As everyone knows, I had to follow personally with keen interest the implementation of the peace process in the Democratic Republic of the Congo, and I still regarded as an important and a positive outcome.

It is against this background that I have appointed a Special Representative to follow up this issue; he actively participated to all the meetings of the organs and mechanisms established by the Lusaka Accords. Our interest is based on the statutory responsibilities and duties entrusted to the Chairman, but also on the seriousness of the prevailing situation in the country and its unavoidable impact on the stability in the Great Lakes region; all those factors remind us of our moral duty. However, I have to underline that inspite of the fact that our organisation has put all its energies, capabilities, and meagre resources to ensure peace, the situation is uncertain, often complicated, delaying the execution of the Lusaka Accords, and depriving the Congolese from their right to live in peace, and for all the people of region, to enjoy again stability and harmony. It has to be noted that Africa, which has taken many initiatives and supported all approaches to secure peace, was expecting that all the parties concerned would commit themselves more decisively, and would participate to the peace process they have subscribed to.

Armed confrontations started again while all our efforts to enhance the cease-fire, coupled with necessary conditions for the deployment of UN forces, the reality on the field hampered the

political initiative that we had unanimously adopted in Algiers after the signing of the Lusaka Accords. On behalf of all the participants, I feel duty bound to insist that it is an exceptional and historical responsibility that we have to assume. We cannot let this situation last longer and we are obliged to act collectively so that dialogue will prevail and encourage the parties to effectively co-operate in loyal and sincere manner, to meet the objective conditions for a significant and efficient United Nations commitment.

Bearing in mind all this factors, I took the initiative, after consulting my fellow Presidents, to convene, on April the 30th, a mini summit in Algiers to consider the situation in the Democratic Republic of the Congo. At the end of a frank and direct dialogue, we reaffirmed our collective commitment to finalise the peace process on the basis of the Lusaka Accords, the respect of the sovereignty and territorial integrity of the Democratic Republic of the Congo.

Intensives efforts were made and important consultations were carried out to consolidate the outcome of the Lusaka Accords and the progress toward peace and stability. However not all the concerned stakeholders have shown a similar interest and it has been more difficult to reach peace, while increasing the tensions which could have been a reason or a justification for the United Nations to postpone its operations in the field.

In order to deal with such a dangerous situation which undermines the process, we increased the political contacts and diplomatic activities, with all parties and partners to ensure that previous commitments are respected and the Lusaka Accords fully implemented.

I'm convinced that together we are able, on the basis of our common values, impose wisdom and logic, to carry out the peace

efforts. It is high time that the region regain its peace and stability. This is our most sincere hope, we are and we shall remain, committed to it.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

In the Comoros, the situation is still marked by the intransigence of separatists from Anjouan, who not only persistently refused to sign the Antananarivo Agreement, but have tried to give it a legal sanction, by referendum. Taking into account this attitude, OAU has strongly supported the neighbouring countries who so rightly imposed sanctions to the leaders of the separatist movement. OAU is strongly in favour of concerted action between the countries of the region, to help the Comorians to recover unity, ensure reconciliation and territorial integrity. OAU, on its part will continue to help the Comorians to restore the constitutional order.

As for Angola, I welcome the positive developments which are likely to continue. The great sacrifices, the patience and courage shown during the difficult and painful times commend respect and esteem for the people of Angola.

The sanctions imposed to UNITA by the international community have proven relevant and reached their purpose; the outcome was possible because our organisation has acted with patience and determination to support the government of Angola in its quest for peace stability and unity.

The painful plight of Somalia has lasted more than a decade, with no peace or stability at reach. Protagonists have taken advantage of the lack of progress toward peace to increase

their war efforts and to trigger more conflicts between factions in order to seize power.

Mindful of this serious situation, we welcome with satisfaction President Omar GUELLEH initiative, that he has brought to my knowledge and I pledge to him the support of the Organisation for his peace efforts. It is incumbent upon us to back President Omar GUELLEH approach, so the brotherly people of Somalia, the sole responsible for shaping its own future, may finally achieve national reconciliation, establish its national institutions, and recover its own place within the african family and in our Organisation.

In Sierra Leone, positive developments were recorded following the Lome's Accords, but violence has started again threatening the fragile political equilibrium so painfully achieved by the various actors in the conflict.

The recent developments in the country when United Nations personal were kidnapped have aroused our indignation and condemnation. Such events imperilled the democratic transition in Sierra Leone, and have created a dangerous precedent.

The crisis was finally solved thanks to the commendable intervention of President Charles TAYLOR, and the relief felt afterward has reinforced our conviction that more than ever, the countries of the region, with the assistance of the United Nations, should take on the special responsibility to establish by themselves peace in the country. The readiness and commitment demonstrated by the ECOWAS states is an enlightening example and a useful experience that we can benefit from when dealing with security issues.

Africa has not been left alone while undertaking this complex and costly exercise. The international community must bring its support and assistance in achieving universal peace in conformity with to the United Nations Charter and the mission that has been entrusted to the Security Council, the primary organ responsible for it.

In Burundi, dialogue is going on with the new facilitator President Mandela; we congratulate him once again and we wish him all the success in his noble peace mission. We have to give full credit to late President NEYRERE who thanks to his asserted patience and negotiating skills gave a new momentum and scope to the dynamics of peace. At this juncture we pay tribute for its major contribution in the peace endeavour. Our organisation continues to fully support the inter Burundese dialogue and take this opportunity to second the efforts of the mediator.

We hope that the Burundese parties avail themselves of this opportunity to overcome their differences and create the conditions conducive to the restoration of peace and stability in the country.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

Although the prevailing situations are alarming, we must admit that our current efforts and determination to deal with the root causes of conflicts give us some hope that enhances our daily commitment in fulfilling this task: the containment of tensions and the reduction of their impacts, and alleviating the plight of refugees and displaced persons.

The Organisation of African Unity has fully committed itself in collective efforts for the settlement of conflicts and for the

consolidation of peace in supporting and assisting, continuously and actively, the democratisation process: it is a precondition in the quest for a better life, for the advancement and prosperity of our peoples.

In keeping with this idea, our countries have been inspired by the experiences of other continent as well as their own, and have devised new approaches and innovatives measures. In the field of human rights promotion and protection, as in good governance, in fighting corruption, in ensuring the respect of individual and collective freedom, our countries have designed and applied a transparent and rigorous vision dictated by the necessary adaptation to the new setting of international relations.

Time has come to reaffirm that the democratisation process in African is gaining ground. Isn't it the outcome of a our own experience which is commencing to firmly take roots in Africa ? Africans have waged merciless battles, with a heavy toll, its millions of deaths, to win over the arch enemies of democracy, such as terrorism, regression, intolerance, racism, corruption and bureaucracy. The dedication and commitment of Africa to the cause of democracy are not mere rethorics but a tangible reality. Africa is entitled to make this universal value one of its owns, to enrich its meaning as others have done it before, with its own touch and specific genius. This is a visible reality, this is also the image of today's and tomorrow's Africa.

In the same frame of mind, we decided in Algiers, with political courage and conviction, to collectively and solidarily enunciate our condemnation of unconstitutional changes. The decision constitutes a reference which illustrates our faith and willingness to firmly establish democracy in Africa. It is my pleasure, to convey, on your behalf, my appreciation and congratulations to the Republic of Niger, to Guinea-Bissau who

organised free and transparent elections in keeping with the OAU resolution, as stipulated in our new political vision, that we are decisively pursuing in all collective endeavours. I avail myself of this solemn occasion in Lome to welcome President WADE, President TANDJA and President KUMBA YALA who are taking part in our proceedings for the first time. I assure them that we shall provide our full support and solidarity in fulfilling their national duties for the well-being of their peoples.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

Peace and stability are certainly daunting and complex challenges, nevertheless, our countries have committed themselves to fully undertake an interesting process of integration. In spite of tangible economic constraints and considerable delays due to the lack of technological advance and heavy external debt burden, our countries are striving to meet the requirements of a durable social and economic recovery. The conditions for a new development momentum, are set in order to establish an integration area based on our economic and trade complementarity.

Our vision is in keeping with a collective approach based on the objectives of the Abuja Treaty which stipulates also the different stages and sequence. Two decades have elapsed since we launched the integration process, with the strengthening of the regional economic communities as primary objective. This first phase is a decisive one for the future of our common endeavour, and requires increased efforts to improve our performances and enhance sub-regional integration, which constitute the main platform for supporting the dynamics of the Abuja Treaty.

Important steps and advances were achieved in dealing effectively with the institutional aspect of the African Economic Community. The various regional economic communities to which we belong are different but have accumulated experiences and performances that can be usefully exchanged.

In this regard, I have asked the OAU Secretary General to carry out analysis and reflection on the integration of these institutions and to proceed to a systematic exchange of experiences between the Secretariat and the Regional Economic Communities and to draw all the useful lessons to enrich our approach.

**Excellencies, Head of State and Government,
Ladies et Gentlemen,**

We are committed to pursue our integration objective, which is a factor of collective mobilisation; we should continue our efforts to consolidate the achievements and progress already acquired. The 4th Extraordinary Summit held in Syrta last September was the occasion for reiterating our total commitment to achieve integration. We have decided to review the timetable for establishing the African Economic Community and to speed up the integration process. It is in this framework that the historical Declaration of Syrta is to be taken into account since it urges us to reinforce unity among our states in view of a common future and emancipation for all our peoples.

We are bound by those priorities and obliged today to pursue and intensify the analysis of our working methods in order to progressively codify our legal frameworks and give new momentum to the process of unification, integration in an environment where peace, stability, harmony, progress and prosperity shall prevail.

This exercise calls for a harmonisation of our positions, a co-ordination of our activities, a greater adaptation of our organs, a renewal of our working habits so that we can deal efficiently with the deep changes generated by globalisation, a phenomenon which is irreversible and fraught with real risks of marginalisation and exclusion of the continent.

For all these reasons, it is essential that we, Africans, work together to acquire the indispensable, coherent, realistic, viable integrated continental approach. We must find, in our unity, in the integrated economies and in the solidarity of peoples, the ingredients for the political and economical revival.

During the 35th Summit in Algiers and at The Syrta Extraordinary Conference, we reaffirmed the legitimacy and perennial nature of our ideals, and we set, as common objective, to translate those principles in a global framework. We have enunciated our determination and commitment to make use of all available means and efforts to give more substance and meet the legitimate aspirations of our peoples for peace, security and progress.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

With the institutions of OAU, our continent has reliable mechanisms for consultation and co-ordination of actions which can be credited for supporting during several decades our collective endeavours, and today, they should be revisited, improved and adapted.

OAU, its Charter and institutions are valuable assets that should be protected but should be reviewed as we mentioned earlier, to improve their efficiency so we can adequately deal with

our common concerns, guaranty a higher performance of the pananfrican action-oriented instruments.

In Syrta, I recognised the delays and mismatches that can be produced by current decisions and I recalled the imperative need for adaptation in order to face the challenges. Such exercise should combine the indispensable boldness with the requirements of realism, to enhance our continental organisation and reaffirm its political authority, international audience and credibility.

The Syrta Declaration has given an exceptional impetus to the african unification dynamics based on the African Union Project, the reactivation of the implementation of the treaty establishing the African Economic Community and the setting up of the African Central bank, the African Court of Justice and of the Pan African Parliament. This huge project for the speedy implementation of the fundamental goals of OAU, aims at reactivating the Organisation and preparing Africa for the radical changes brought about by globalisation and the powerful regional blocks, and at maximising its economic, social and political resources and potentialities.

The accelerated evolution of the world, the various transborders phenomena threaten our security and stability and compel us to make of our organisation and its institutions the medium for solidarity, co-ordination, action-oriented political resolutions. Such unifying project carried out on realistic and logical basis should become our common goal.

The conference of Foreign affairs Ministers, held last may in Tripoli, has paved the way for achieving such grandiose ambition. I'm convinced that the project establishing the African Union and the Pan African Parliament shall evolve in a sure and realistic manner according to the accepted schedule.

There is no doubt that we are anxious to have a credible and strong organisation. Our efforts should focus on this objective. We have to impulse the revision process of instruments and frameworks for co-operation, unity and solidarity in order to consolidate our historical assets and institutional basis for our shared ideal for unity.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

The cancellation of the african external debt is a matter to be urgently delt with. As you certainly known I have been mandated jointly with His Excellency President Thabo MBEKI of South Africa to start talks with the donors on the total cancellation of african external debt of an assessed amount of 359 billions of US\$ in 1999. With my South African colleague we jointly informed the members states of the G.8 about the decision taken by african countries to start as soon possible discussions, in this perspective, about this burning issue.

I have been advocating for this solution at the 54th ordinary session of the United Nations General Assembly and at the Xth session of UNCTAD, emphazing the specific nature of the african external debt and the need to adopt a global approach. Such opportunity will ensure a speedy access to reduction and debt cancellation initiatives and help to substantially reduce the heavy debt burden which hinders our economic and social recovery efforts.

Against this background, the HIPC initiative, launched by the World Bank and IMF in 1996, taking into account the various guidelines adopted since 1987 in Venezia, Toronto, London, Naples, Lyon and Cologne had been extended to include new modalities following significant political measures taken at the

highest level by President Clinton, Prime Minister Tony Blair and President Chirac in favour of heavily indebted poor countries.

During its meeting in Libreville, the IMF, through Mr CAMDESSUS declaration, has recognised the relationship between the heavy burden of debt and slow development of poor countries. Although we welcome such actions, we must admit that they are far from being sufficient to break the vicious circle of indebtedness and to let Africa engage in a durable and strong growth process. The new approach is certainly significant but it will be meaningful if assistance is provided to the beneficiaries in order to build a reliable economy, and progressively do without the charitable assistance of Non Governmental Organisations and we are here paying tribute to them. The initiative will be completed when donors will examine the case of the called « intermediate » countries. The cancellation of their debts will lift a major constraint to development and will benefit to the continent with the multiplying effect of a durable growth on the surrounding environment.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

Africa in relying on its own potentialities and assuming its responsibility to achieve integration and progress, has decisively undertaken a dynamic partnership with other groupings. The First Euro-African Summit held in Cairo last April, was the climax of our relationship with Europe that we want to be fruitful and substantial.

In this context I would like, on behalf of the current chairmanship of OAU, which had the privilege of conducting the preparatory works with the European Union, to express our appreciation for the active support of the Secretariat in fulfilling this mandate. The strong cohesion and perfect co-ordination which prevailed in our countries during the negotiations on the

organisation modalities, and the ensuing outcome are ground for satisfaction.

I would like on this occasion to pay tribute again and express my profound appreciation for the courageous and generous decision taken by the RASD not to participate at the Summit, as a token of solidarity with Africa. This highly political gesture, which lifted the obstacles to the holding of the meeting, deserves our respect and deep gratitude. It is in these circumstances and on the basis of the unfailing support of all member states that the Chairman of OAU was able to carry out his task, always guided by the constant determination to serve the superior interests of Africa and to meet the conditions conducive to the holding of a Summit, for a lasting framework, for rapprochement, co-operation and partnership.

The consensus on the periodicity of Summit meetings and the setting up of mechanisms are meaningful and significant assets; I am sure that on such basis we shall be able to develop a genuine, lasting and credible partnership with the European Union.

The fact that Europe has recognised its historical responsibility regarding our continent and its pledge to significantly contribute to development efforts, is a strong signal of our shared determination to establish the appropriate mechanisms for a global and strategic partnership, that the two regional groupings have decided to build.

On the regional co-operation, the first Summit of the South, held in Havana, from the 10th to the 14th of April 2000, was another opportunity for reaffirming the active solidarity of developing countries with Africa. The G.77 and China undertake joint efforts to try to modify the irreversible trends that are shaping the international relations in favour of the countries of the South which

constitute the vast majority of humankind. The Summit expressed its preoccupation regarding the critical economic conditions of Africa, exacerbated by the debt burden, the negligible level of savings and investments, the drop of the price of raw materials, and the reduction of public financial assistance to development.

**Excellencies, Heads of State and Government,
Ladies and Gentlemen,**

Before concluding, allow me to deal briefly with the problem of AIDS which was the main theme of a conference held in Ouagadougou last may. This is one of the major challenge facing our continent, and we expect the international community to support and bring about a significant assistance to control this rampaging disease. Africa, with its limited material, financial and scientific resources cannot efficiently control this scourge. An international partnership to combat AIDS with adequate strategies and resources is more than needed.

I will be failing my duty if I omit to highlight the efforts of our friend and brother President OBASANJO to ensure the success of the Summit conference on malaria. It will be unfair if I do not testify for the dedication shown by President OBASANDJO in Syrta, Cairo, Havana and Algiers to assist in proposing solutions to our problems. In emphasising his dedication and abnegation I am also paying tribute to its commitment to serve Africa. In fact even without me, he would have had this well deserved tribute.

Excellencies, Heads of State and Government, Ladies and Gentlemen, this is the overall report of activities of our Organisation during the last exercise, when OAU was striving to make the voice of Africa heard all over; an Africa, suffering from conflicts, harshly treated by economic and social difficulties, but

still determined to ensure its recovery in maximising its huge potentialities.

I am convinced that we can jointly take all the challenges in eliminating the main source of devastation and weaknesses that are conflicts. Africa is rightly expecting a greater and a more efficient solidarity from the international community. Whatever the assistance we get, our own responsibility is more important and it is high time that we assume it, in acting with more courage, boldness so that peace and stability and security prevail in Africa.

I thank you.

المطبعة الرسمية

حي البساتين بئر مراد رايس - الجزائر

الهاتف : (02) 06.35.54 إلى 09

الفاكس : (02) 12.35.54

إفريقيا . إفريقيا أدمتها نزاعاتها و نالت منها صعوباتها الإقتصادية والإجتماعية ، و مع ذلك تبقى مصرّة على أن تنهض من كبوتها بثمير ما تزخر به من و فير الإمكانات .

و يبقى يحدوني اليقين بأنه بإمكاننا سويا رفع التحديات التي تواجهنا ، وذلك بالإجهاز على المصدر الرئيسي لأدوائنا وصعوباتنا ، ألا وهو النزاعات التي تمزق أوصالنا وتزيدنا هشاشة . يحق لإفريقيا أن تتوقع تضامنا أكبر وأكثر فعالية من قبل المجموعة الدولية . وبعيدا عن هذه المساعدة ، فإن مسؤوليتنا هي مسؤولية جسيمة . وقد آن الأوان كي نتحملها ، ونتحلى بمزيد من الجرأة والإقدام والشجاعة ، حتى يصبح السلم والإستقرار والأمن ، في إفريقيا حقيقة ملموسة .

أشكركم على كرم إصغائكم .
والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته .

الآليات المناسبة للشراكة الشاملة والإستراتيجية التي قررت
مجموعتنا الجهويتان إقامتها .

ودائما فيما يخص التعاون الجهوي ، فإن القمة الأولى
لبلدان الجنوب ، المنعقدة بهافانا la Havane من 10 أفريل
2000 إلى 14 منه ، قد كانت فرصة سانحة للتأكيد مجددا
على تضامن البلدان النامية الفعال مع إفريقيا . لقد إلتزمت
مجموعة الـ 77 و الصين بضم جهودهما ، من أجل محاولة
تصويب ذلك التوجه العام، الذي يصنع العلاقات الدولية ،
باتجاه خدمة مصالح بلدان الجنوب التي تشكل أغلبية
البشرية . وقد أعربت القمة ، بهذا الصدد، عن عميق
انشغالها بخصوص الوضع الإقتصادي الحرج الذي تشهده
إفريقيا و الذي يزيد من حدته ، على وجه أخص ، عبء
المديونية ، و مستويات التوفير والإستثمار المتدنية وتآكل
أسعار المواد الخام ، زيادة على تقلص المساعدة العمومية
للتنمية .

**أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ،
أيتها السيدات الفضليات ، أيها السادة الافاضل ،**

قبل أن أختتم حديثي أستسمحكم في أن أتطرق بإيجاز إلى
إشكالية داء فقدان المناعة المكتسب SIDA التي كانت في

وفي هذا الصدد ، و باسمكم جميعا ، أود أن أجدد فائق
تقديرى بخصوص القرار الشجاع الذي اتخذته الجمهورية العربية
الصحراوية الديمقراطية بعدم المشاركة في القمة المذكورة،
تضامنا منها مع إفريقيا . إن هذه الإلتفاتة ذات البعد السياسي
الكبير ، بتمكينها من رفع العراقيل التي كانت تحول دون انعقاد
القمة ، لهي جديرة بوافر اعتبارنا و عرفاننا .

من منطلق هذه الروح إذن ، و بفضل المساندة الفعالة لكافة
الدول الأعضاء ، تولت رئاسة منظمة الوحدة الإفريقية الإشراف
على هذا المسار ، يحدوها الحرص الدائم على خدمة المصالح
العليا لإفريقيا و توفير الشروط الضرورية لقمة أردناها أن تكون
إطارا دائما للتقارب و التعاون و الشراكة .

إن الإجماع الذي تحققت حول دورية هذه القمة و وضع آليات
للمتابعة لهما مكسبان هاما و معتبران . وأنا على يقين من أنهما
سيمكناننا من إقامة شراكة حقيقية ، ذات مصداقية و دائمة مع
الإتحاد الأوروبي .

و اعتراف أوروبا بمسؤوليتها التاريخية تجاه قارتنا و إلتزامها
بتقديم مساهمة مهمة في مجهود التنمية الذي تبذله إفريقيا ،
يشكلان برهانا قويا لما يحدو الطرفين من إرادة مشتركة في إقامة

صلى أشغال الإجماع المنعقد بواغادوغو في شهر مايو 2000. إنها لأحد الرهانات الجبارة بالنسبة لقارتنا التي تنتظر من المجموعة الدولية مساندة وإسهاما معتبرين لمواجهة استئراء مرض القرن هذا . إن ما نتوفر عليه من وسائل مادية ومالية وعلمية لا يسمح لإفريقيا بالتصدي لهذا الداء ومكافحته بشكل فعال . وإن شراكة دولية لمكافحة داء فقدان المناعة المكتسب ، تتولى وضع استراتيجيات لحشد الوسائل ، لهي أمر ضروري .

إنني لن أفي بحق صديقنا وأخينا الرئيس أوباسانجو OBASANJO ولن أشكر فضله لو تغاضيت عن تسجيل ما بذله من جهود من أجل إنجاح هذه الندوة وفي سبيل نجاح القمة حول داء الملاريا . ومن غير اللائق ألا أشهد على ما أبداه من تفان ، من سرت إلى القاهرة ومن هافانا إلى الجزائر ، في سبيل حل مشاكل قارتنا . إن إبراز التفاني ونكران الذات هذا لهو نوع من التحية والإجلال لما يظهره من ولاء وإلتزام تجاه إفريقيا . وإن الرئيس أوباسانجو OBASANJO ليست له ، في حقيقة الأمر ، حاجة إلى لاستحقاق هذه التحية بالاجماع .

تلكم هي ، أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، سيادتي ، سيداتي ، حصيلة نشاطات منظمنا خلال عهدتي ، حيث سعت منظمة الوحدة الإفريقية سعيا حثيثا إلى إسماع صوت

يجب ألا نتردد في أن نقول بشأنها بأنها لا تؤدي في نهاية المطاف ، إلى حصول أية تنمية تذكر .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إن إفريقيا ، مع اعتمادها على إمكانياتها الخاصة ، وتحملها لمسؤولياتها في مجهود التنمية والإندماج ، قد دخلت بعزم في ديناميكية شراكة مع المجموعات الأخرى . وكانت القمة الإفريقية الأوروبية المنعقدة بالقاهرة في أبريل 2000 ، محطة بارزة في مسار العلاقات مع أوروبا ، تلك العلاقات التي نريدها مكثفة ومثمرة .

و بودي أن أعرب ، بهذا الصدد ، باسم الرئاسة الحالية لمنظمة الوحدة الإفريقية التي كان لها شرف تولي عملية الإعداد للقمة ، مع الإتحاد الأوروبي ، عن تقديرنا للمساندة الفعالة التي تلقيناها من أمانتنا العامة ، في الإضطلاع بهذه العهدة . وإن الإنسجام الكبير الذي ساد صفوفنا والتنسيق المحكم بين بلداننا طيلة المفاوضات التي جرت حول كفاءات تنظيم القمة الإفريقية الأوروبية الأولى و النتائج التي تمخضت عنها لهي كلها مدعاة لارتياحنا العميق .

بالعلاقة ما بين عبء المديونية الذي يتقل كاهل البلدان الأكثر فقرا وتنمية هذه البلدان .

وأنا ، إذ نحسي هذه الإلتفادات ، نرى أنه لا بد من الإصتراف بانها لا تفي البتة بما هو ضروري لكسر الدائرة المفرغة التي يمثلها مشكل المديونية ولتمكين إفريقيا من أن تسلك ، فعلا ، سبيل تنمية قوية ودائمة .

وهذا يعني أنه مهما كان المغزى الذي تنطوي عليه المبادرة من أجل البلدان الفقيرة الجدد مستدينة PPTTE ، فهو لن يكون له أي معنى حقيقي إلا إذا تمت مساعدة البلدان المستفيدة منه على إعادة بناء اقتصاد جديد بهذا الاسم والإستغناء تدريجيا عن المساعدة الخيرة للمنظمات غير الحكومية التي نود ، في هذا المقام ، أن نتوجه إليها بالتحية والشناء . ومن شأن مثل هذه المسبادات أن تكتمل لو نظر الدائرون نظرة إيجابية إلى حالات البلدان المعروفة بذات الدخل المتوسط . إن إسقاط ديون هذه البلدان ، علاوة على أنه يرفع عنها القيد الرئيسي الذي يحول دون تطورها ، سيعود بعميم المنفعة على القارة قاطبة ، إذ تصبح هذه البلدان بمثابة القاطرة بالنسبة لمحيطها المباشر . وهكذا ، فإن الحلول الواردة من هنا وهناك ، والمقترحة تحويل الديون لا تشكل سوى مقارنة خجولة

الذرة العاشرة لندوة الأمم المتحدة حول التجارة والتنمية ، مبرزاً خصوصية المديونية الخارجية الإفريقية ، وضرورة تبني مقاربة شاملة تضمن لبلداننا الوصول ، بسرعة أكثر، لمبادرات التخفيف والمحو، قصد التقليل بشكل معتبر من العبء الفادح الذي يعيق الجهود التي نبذلها بغية تقويم وإنعاش التنمية الإقتصادية والإجتماعية للبلدان الإفريقية .

وبهذا الصدد ، فإن المبادرة المتعلقة بالدول الفقيرة الجدد مستدينة PPTTE ، التي أطلقها البنك العالمي وصندوق النقد الدولي سنة 1996 ، تباعاً لمختلف التوجيهات المعتمدة منذ 1987 ، بالبندقية VENISE ، وتورونتو TORONTO ، ولندن LONDRES ، ونابولي NAPLES ، وليون LYON ، وكولونيا COLOGNE ، قد تم توسيع الكيفيات المرافقة لها توسيعاً مناسباً ، بفضل إلتفاتات سياسية معتبرة ، عالية المستوى ، جاءت من كل من الرئيس بيل كلينتون Bill Clinton والوزير الأول ، توني بليز Tony Blair والرئيس جاك شيراك Jacques Chirac ، لصالح البلدان الفقيرة الجدد مستدينة .

ومن جهة أخرى ، فإن صندوق النقد الدولي قد اعترف . بوضوح ، في ليبروفيل ، بصوت السيد كامديسوس Camdessus ،

بالتأكيد ، تحدونا كلنا الإرادة في أن تكون لدينا منظمة قوية ، ذات مصداقية . و جهودنا تتجه نحو هذا الهدف . من الضروري توجيه مسار مراجعة أدوات ، وأطر التعاون و الوحدة والتضامن، باتجاه دعم متزايد لمكاسبنا التاريخية ، وهو الدعم الكفيل بتعزيز القاعدة المؤسسية لمبتغانا الوجدوي .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيتها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إن مسألة محو الديون الخارجية لإفريقيا هي قضية تكتسي معالجتها طابعا استعجاليا ملحا . وكما تعلمون ، فقد تم توكيلي ، رفقة رئيس جنوب إفريقيا ، فخامة ثابو مبيكي Thabo M'BEKI ، لإجراء محادثات مع دائني إفريقيا حول مديونيتها الخارجية التي قدرت ، خلال عام 1999 ، بمبلغ 359 مليار دولار أمريكي ، وهذا ، بهدف إسقاطها كلية . وقمت ، سويا مع نظيري الجنوب إفريقي ، بإخطار الدول الأعضاء في مجموعة الثمانية لإطلاعهم على قرار الدول الإفريقية الشروع ، في هذا المنظور ، وفي أقرب الآجال في محادثات حول هذه القضية الشائكة .

كما رافعت من أجل معالجة هذا المشكل سواء أمام الدورة الرابعة والخمسين العادية للجمعية العامة للأمم المتحدة ، أو أمام

ومحكمة العدل الإفريقية ، والبرلمان الإفريقي . وهذا المشروع الهام ، الذي يتوخى تعجيل تنفيذ الأهداف الأساسية لمنظمة الوحدة الإفريقية ، موجه لضخ دم جديد في شرايين المنظمة ولإعداد إفريقيا ، في سياق التحولات السريعة الناجمة عن العولمة والتكتلات الجهوية القوية ، لتثمير مواردها وإمكانياتها في المجالات الاقتصادية و الإجتماعية والسياسية .

إن التطور السريع لعالم اليوم ، و المخاطر التي يتعرض لها أمننا و استقرارنا بفعل ظواهر عديدة عابرة للحدود ، تفرض علينا ، أكثر من أي وقت مضى ، جعل منظماتنا ومجمل مؤسساتها ، حلقة وصل للتضامن والتنسيق والعمل لسياسات حازمة على المستوى القاري . إن هذا المشروع الوحدوي المحقق بناء على أسس واقعية وعقلانية هو الهدف الذي يجب أن تتوجه نحوه كافة جهودنا .

إن الإجماع الذي عقده ، بطرابلس ، وزراء خارجية منظمة الوحدة الإفريقية ، في مايو 2000 ، قد مهد السبيل أمام هذا الطموح العظيم . وإنني لعلى يقين من أن مشروع إنشاء الإتحاد الإفريقي ، و البرلمان الإفريقي ، سيتقدم بطريقة واقعية أكيدة ، على أساس الرزنامة التي تم اعتمادها لهذا الغرض .

وآليات ، مع ما يعود لها من فضل في أنها كانت طيلة عقود ركيزة حقيقية لعملنا المشترك ، جديرة بأن تخضع اليوم إلى إعادة نظر وإثراء وتكييف .

إن منظمة الوحدة الإفريقية ، وميثاقها ، ومؤسساتها ، هي كلها مكاسب ثمينة ينبغي ، وهذا أمر بديهي ، المحافظة عليها وإن كانت تستدعي ، مثلما ذكرت ، إعمالا للفكر من جديد من أجل تحسين فعاليتها ، بحيث تتيح التكفل اللازم بانشغالاتنا الجماعية ومردودية أفضل لأدوات العمل الإفريقي المشترك .

لقد سبق وأن قلت ، في سرت Syrte بأننا نعتز بكافة الفوارق التي يمكن أن تنجم عن إمكانيات العمل المتاحة حاليا ، وعن متطلبات التكييف الضروري لمواجهة التحديات . و ما يجب علينا فعله هو التوفيق بين الجرأة الضرورية لكل الأعمال الكبرى ، وبين متطلبات الواقعية ، مع الإبقاء على هدف الوصول إلى ما يدعم منظماتنا القارية ، من خلال تأكيد سلطتها السياسية ومصداقيتها ، وإشعاعها الدوليين .

إن إعلان سرت Syrte قد أعطى دفعا باهرا للديناميكية الوجدوية الإفريقية ، من خلال مشروع الإتحاد الإفريقي ، وإنعاش مسار تطبيق الإتفاق القاضي بإنشاء المجموعة الإقتصادية الإفريقية ، والبنك المركزي الإفريقي ، والإتحاد النقدي ،

إن هذا الجهد يستدعي انسجاما بين مواقفنا ، وتنسيقا لنشاطاتنا ، وتكييفا لهياكلنا، وتجديدا لطرق عملنا ، حتى نواجه بفعالية ، التحولات العميقة الناجمة عن ظاهرة العولمة التي أصبحت لا رجعة فيها ، و التي تحمل في طياتها مخاطر حقيقية تنذر بتهميش وإقصاء قارتنا .

لهذا السبب ، بات أمرا حيويا ، أن نعمل سويا ، نحن الأفارقة ، على إعطاء مسعانا من أجل الإندماج القاري للإنسجام والواقعية الضرورين ونسعى لجعله قابلا للدوام . على إفريقيا أن تنهل من وحدة صفوفها واندماج اقتصادياتها وتضامن شعوبها ، الأسباب لضخ دم جديد فيها ، سياسيا واقتصاديا .

لقد عاودنا التأكيد خلال قمة الجزائر الخامسة والثلاثين ، وقمة سرت الطارئة ، على مشروعية وديمومة هذه المثل ، وجعلنا هدفنا ترجمتها ضمن إطار مشترك . كما أعربنا عن عزمنا والتزامنا برصد كافة الإمكانيات المتاحة لتجسيد تطلعات شعوبنا المشروعة إلى السلم والأمن والتنمية .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيتها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إن قارتنا تتوفر ، من خلال منظماتها الإفريقية ، على مؤسسات وآليات للتشاور والتنسيق والعمل . وهي مؤسسات

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إن هدف الإدماج الذي إلتزمنا به ليبقى عاملا للتجند الجماعي ، وإنه ليتعين علينا مواصلة جهودنا بغية تدعيم المكاسب المحققة وتعزيز التقدم المسجل . وهكذا ، فإن القمة الطارئة الرابعة ، المنعقدة ، بسرت في سبتمبر 1999 ، أتاحت لنا فرصة سانحة للتأكيد مجددا على تمسكنا الكامل بمسار الإدماج ؛ وقد اتفقنا خلالها بأن ندرس مجددا رزنامة إقامة هياكل المجموعة الإقتصادية الإفريقية ، وذلك بغية الإسراع بمسار الإدماج . وفي هذا الإطار ، كذلك ، ينبغي إدراج إعلان سرت التاريخي الذي يدعونا إلى تدعيم الوحدة بين دولنا ، في منظور مصير واحد ، وانعتاق مشترك لشعبونا .

وهذه الأهداف ذات الأولوية تملي علينا اليوم ، مواصلة وتعميق تفكيرنا ، سويا ، حول منهجياتنا العملية ، بغية ضمان تقنين تدريجي لأطرنا القانونية وإعطاء دفع جديد للديناميكية الوحدوية ولمسار الإدماج ، في فضاء يسوده السلم والإستقرار والإنسجام والوئام والتقدم والإزدهار .

إن رؤيتنا تندرج ضمن مقاربة جماعية للإندماج حدد اتفاق أبوجا Abuja أهدافها ومراحلها ومنهجيتها . إننا شرعنا منذ ما يقارب عقدين من الزمن في هذا المسار ، هدفنا ذو الأولوية هو تدعيم مجموعاتنا الإقتصادية الجهوية . وهذه المرحلة الأولى ، الحاسمة بالنسبة لمستقبل عملنا الجماعي ، تستدعي بذل جهود إضافية تتوخى تحسين أداء هذه المجموعات ، بغية تعزيز الإندماج شبه الجهوي ، بصفته الركيزة الأساسية لديناميكية اتفاق أبوجا Abuja.

لقد تم قطع شوط هام ، وتحقيق تقدم في التكفل بالجانب المؤسسي للمجموعة الإقتصادية الإفريقية . و المجموعات الإقتصادية الجهوية التي تنتمي إليها بلداننا ، كل فيما يخصها ، هي مجموعات متنوعة تجمع لديها كم من التجربة ، ومستوى من الأداء يستحقان التعريف بهما وأن يصبحا محل تبادل .

وفي هذا السياق ، طلبت من الأمين العام لمنظمة الوحدة الإفريقية الشروع في عمل يتوخى إعمال الفكر في تجاوب اندماج هذه المؤسسات ، و تحليل هذه التجارب ، بحيث يتم بعث تبادل للمعلومات بين الأمانة العامة والمجموعات الإقتصادية الجهوية ، وبحيث يتم استخلاص العبر الضرورية لإثراء تجربتنا .

على العمل الجماعي الإفريقي . وأغتتم مناسبة لقائنا الرسمي هذا ، في لومي ، لأرحب باسمكم جميعا ، بالرئيس عبد الله واد Abdoulaye Wade وبالرئيس مامادو تانجا Tandja Mamadou ، و بالرئيس كومبا يالا Kumba Yala الذين يشاركوننا في أعمالنا للمرة الأولى . وبودي أن أؤكد لهم بأنهم سيجدون ، لدينا جميعا ، المساندة والتضامن الضروريين لأداء مهامهم في خدمة بلدانهم ورفاهية شعوبهم .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ،

أيتها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إن هذه التحديات المعقدة والعديدة ، المتمثلة في السلم والإستقرار و الأمن ، لم تمنع بلداننا من أن ترمي بكل جهودها في عملية إدماج شاحذة للهمم .

فرغم صعوباتنا الإقتصادية الموضوعية ، ورغم التأخر الفادح المتراكم في مجال التقدم التكنولوجي ، ورغم العبء المخيف لمديونيتنا الخارجية ، فإن بلداننا تسعى لتوفير شروط تقويم إجتماعي اقتصادي مكثف وإنعاش التنمية ، وبناء فضاء حقيقي للإندماج الإقتصادي الجهوي .

خاصة بدأت تتجذر تدريجيا في قارتنا؟ أو لم يحن للوقت بعد
نعلم أن البلدان الإفريقية خاضت كفاحا ضاريا و دفعت ثمنه ،
في بعض الأحيان ، بملايين الموتى ، للإجهاد على أعداء
الديمقراطية من إرهاب وظلامية وتعصب وعنصرية ورشوة
بيروقراطية ؛ وأن إلزام إفريقيا تجاه الديمقراطية ليس مجرد
ظرية ، بل هو واقع ملموس ينبض بالحياة ؛ و أن إفريقيا من
حقها ، كذلك ، إمتلاك هذه القيمة العالمية وإثراؤها ، معلما
تعلمت شعوب أخرى قبلها ، بما تزخر به شخصيتها وما تتيحه
مبقرتها الخاصة ؟ إن هذا الواقع النابض بالحياة هو ، كذلك ،
مسورة إفريقيا ، اليوم و غدا .

ومن منطلق هذه الروح ، كانت لنا في قمة الجزائر ،
لشجاعة والقناعة السياسيتين الضروريتين كي ندلي بموقفنا
لجماعي المتضامن ضد استمرار التغييرات المنافية للاستور .
إن هذا القرار يشكل مرجعا يجسد إيماننا و تصميمنا على
المساهمة الفعالة في تجذير الديمقراطية في إفريقيا . وروفتي ،
هكذا الشأن ، أن أصبر ، باسمكم جميعا ، عن تقديرنا ، وأن
تقدم بتهانينا لجمهورية النيجر Niger وجمهورية غينيا بيساو
Guinée Bissau على تنظيمهما انتخابات حرة شفافة ،
ممتثلتين بالتالي لقرار منظمتنا ، المندرج ، بكل حزم ، ضمن
الرؤية السياسية الجديدة التي نريد إضفاءها من الآن فصاعدا ،

لمآل ما نضطلع به يوميا من أجل وضع حد للنزاعات ، وتطويق بؤر التوتر ، وتقليص آثارها ، وخاصة منها عبء اللاجئين والمهجريين .

ولقد ساهمت منظماتنا ، إمتدادا لجهودنا الجماعية من أجل تسوية النزاعات وتعزيز السلم ، تمام المساهمة ، من خلال مساندة فعالة و متابعة دائمة ، لمسارات إضفاء الديمقراطية ؛ وهي المسارات التي يملئها تطلع شعوبنا بقوة لحياة أفضل قوامها التقدم والرقي .

ومن منطلق هذه الروح ، فإن بلداننا ، وهي تسترشد بتجربتها و بتجربة القارات الأخرى ، أصبحت تعتمد مقاربة جديدة وتتبنى مساع ميزتها الجدة والتجديد ، فسواء أتعلق الأمر بحماية وترقية حقوق الإنسان ، أو برشاد الحكم ، أو بمكافحة الرشوة ، أو بإحترام الحريات الفردية والجماعية ، فإن بلداننا تعتمد ، دونما عقدة ، رؤية قوامها الشفافية والحزم معا ، مثلما يفرض ذلك التكيف الواقعي مع سياق العلاقات الدولية المستجد .

أو لم يحن الوقت بعد كي نعلن ، بكل موضوعية ، بأن مسار الديمقراطية يحقق تقدما في إفريقيا ؛ وأنه نتيجة تجربة

وأما في بورندي Burundi ، فالحوار متواصل مع الوسيط الجديد ، الرئيس مانديلا MANDELA ، الذي نجد له تهانينا وتمنياتنا الحارة بالنجاح والتوفيق في مهمة السلام النبيلة هذه . كما لا يجوز أن نغفل عن الإعراف باستحقاق أخينا الفقيد نييريري NYERERE وصبره اللامتناهي وحنكته التفاوضية ، في ديناميكية السلام هذه . فنسديه ، في هذا المقام ، كل الإكبار والإجلال على مساهمته المثالية . لقد واصلت منظمنا في هذا الإطار ، التعبير عن مساندتها التامة للحوار ما بين البورنديين ، وهي تغتنم هذه المناسبة لتجدد دعمها لجهود الوسيط .

إنه ليحدونا الأمل في أن تغتنم الأطراف البورندية هذه السانحة للترفع على خلافاتها و تجاوزها ، بحيث يتم إيجاد الظروف الضرورية لإعادة السلم والإستقرار إلى ربوع هذا البلد الشقيق .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إنه لا بد من الإعراف ، وذلك حتى وإن كانت بعض الأوضاع ما انفكت تبعثنا على الإنشغال ، بإن الجهود المبذولة حاليا ، و تصميمنا على التصدي لأسباب الأزمات ، تتيح التفاؤل الواعد

لقد أثارت الأحداث الأخيرة في هذا البلد ، حيث تم اختطاف عناصر من قوات البعثة الأممية ، سخطنا العميق واستياءنا، ذلك أن هذه الأحداث تهدد مسار الإنتقال نحو الديمقراطية في سيراليون Sierra Leone وتخلق فوق ذلك ، سابقة جسيمة وخطيرة .

وقد أثار فينا حل هذه الأزمة ، بفضل التدخل المحمود للرئيس شارلز تيلور Charles TAYLOR ، شعورا بالإرتياح وعزز قناعتنا بأنه ، بالإضافة إلى جهود الأمم المتحدة ، يمكن لبلدان المنطقة ، بل يجب عليها ، أن تُحمل مسؤولية خاصة في سير استتباب السلام في سيراليون Sierra Leone . وإن ما أظهرته الدول الأعضاء في المجموعة الإقتصادية لدول إفريقيا الغربية CEDEAO من استعداد وإلتزام ، ليشكل ، بهذا الصدد ، مثالا حيا ، وتجربة مفيدة ، يجب استخلاص العبرة منها في تمرسنا على التكفل بالمشاكل الأمنية .

وفي مجهودها هذا ، المعقد بقدر ما هو مكلف ، لا ينبغي أن تترك إفريقيا هائمة على وجهها . إنه لزام على المجموعة الدولية أن تقدم ، كذلك ، مسانبتها ودعمها في مهمة السلم العالمية هذه ، تلك المهمة التي أوكلها ميثاق الأمم المتحدة لمجلس الأمن الذي يتحمل مسؤوليتها في المقام الأول .

إن الصومال Somalie المنكوب بفعل أزمة دامت فيه ما يقارب العقد من الزمن ، لم يستعد ، بعد ، السلم والإستقرار : ولم تتوصل مختلف مبادرات التسوية المقترحة ، في السنوات الأخيرة ، إلى إفشال مجهود الحرب المبدول من قبل الفرقاء المنتمين إلى طوائف تتناحر يوميا على الوصول إلى السلطة .

وأمام الوضع الباعث على الإنشغال هذا ، رحبنا ، بكل ارتياح ، بالمبادرة التي اتخذها الرئيس عمر جيله Omar GUELLEH ، وهي المبادرة التي حدثني عنها ، والتي أكدت له بشأنها مساندة منظمنا . إن مساندتنا الجماعية لمسعى الرئيس عمر جيله ، كفيلة ، دون شك ، بأن تمكن الشعب الصومالي الشقيق ، المسؤول الوحيد عن مصيره ، من تجذير مصالحته الوطنية نهائيا ، و من إرساء مؤسساته الوطنية ، تمهيدا لاستعادته مكانه ضمن العائلة الإفريقية وداخل منظمنا .

إن الوضع في سيراليون Sierra Leone ، و بعد أن عرف تطورات نوعية إيجابية حصلت على ضوء اتفاقيات لومي Lome ، يتسم مجددا بالعنف ، مما يعرض للخطر ذلك التوازن السياسي الهش الذي وضعت بهجته جهيد الأطراف الدائر النزاع بينها .

المعتمدة من قبل بلدان المنطقة الذين قاموا ، وحق لهم ذلك ،
بفرض عقوبات على قادة الحركة الانفصالية . وإن منظمة الوحدة
الإفريقية لتبقى متمسكة أشد التمسك بضرورة عمل تشاوري ،
تقوم به بلدان المنطقة من أجل مساعدة شعب القمر على تجديد
العهد مع وحدته و تكريس تصالحه مع ذاته ، و استعادة سلامة
ترابه . وستواصل منظمة الوحدة الإفريقية ، على نفس المنوال ،
جهودها الرامية إلى تسهيل العودة إلى النظام الدستوري بجزر
القمر .

أما فيما يخص أنغولا Angola ، فإن التطورات
الإيجابية التي أصبحت تطبع الوضع في هذا البلد الشقيق
تشكل مبعثا لارتياحنا . و التضحيات الجسام التي قدمها
الشعب الأنغولي ، وما تحلى به من صبر وشجاعة في تحمل
محن عسيرة نكداء لهي خليقة ، اليوم ، بأن تجعله أهلا
لتقديرنا واعتبارنا جميعا .

إن العقوبات التي فرضتها المجموعة الدولية على اليونيتا
UNITA لم تثبت نجاعتها فحسب ، بل كانت لها كذلك الآثار
المرجوة منها ، بفضل حزم منظمنا التي تجندت بصبر وإصرار
لمساندة الحكومة الأنغولية في طلبها السلم و الإستقرار
والوحدة .

وإذ تصدينا لوضع مثقل بالمخاطر كهذا ، بالنسبة لمستقبل عملية السلام ، قمنا بمضاعفة الإتصالات السياسية وتكثيف مساعينا الدبلوماسية نحو الأطراف المعنية ونحو شركائنا ، قصد ضمان احترام ما قطع من تعهدات والتطبيق الكامل لمسار السلام ، على أساس اتفاق لوزاكا .

وأبقى على يقين من أننا سنعرف سويا كيف نستلهم قيمنا المشتركة ، لنغترف منها ما نتمكن به من فرض منطق العقل والحكمة في القيام بمجهود السلم هذا . وإنني لأعتبر أنه قد آن الأوان كي تجدد المنطقة عهدا مع الأمن والإستقرار . إنها أمنية نتمناها جميعا . ونبقى اليوم وغدا ملتزمين بالعمل على تحقيقها .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إن الوضع في جزر القمر Comores يبقى يتسم بتصلب موقف الإنفصاليين الأنجوانيين الذين ، فضلا عن رفضهم التوقيع على إتفاقيات أنتاناناريفو Antananarivo ، حاولوا إضفاء شرعية عليه باللجوء إلى الإستفتاء . وقد عمدت منظمة الوحدة الإفريقية ، أمام موقف الإنفصاليين هذا ، إلى تقديم الدعم الحازم للمنهجية

في هذا البلد الشقيق لا يمكن أن يبقى على ما هو عليه إلى أن يرث الله الأرض ومن عليها، وإنه لمن واجبنا أن نضم جهودنا من أجل تغليب الحوار و تشجيع الأطراف على التعاون ، الصادق الصدوق ، و هذا ، بغية إيجاد الظروف الضرورية التي تتيح تدخلا ذا مغزى وفعالا للأمم المتحدة .

فباعت من هذه الروح ، بادرت ، بالتشاور مع نظرائني ، إلى عقد قمة مصغرة بالجزائر ، يوم 30 أفريل 2000، مخصصة للوضع في جمهورية الكونغو الديمقراطية . وقد مكن هذا اللقاء ، إثر نقاش صريح ومباشر ، من التأكيد مجددا على تمسك وإلتزام كل طرف بإتمام عملية السلام ، على أساس اتفاق لوزاكا ، وباحترام سيادة جمهورية الكونغو الديمقراطية وسلامتها الترابية .

وقد تم بذل جهود حثيثة وإجراء مشاورات واسعة بغية دعم مكاسب اتفاق لوزاكا وتعزيز التقدم المسجل على سبيل السلم والإستقرار . لكن مجمل الأطراف الفاعلة المعنية لم تستجيب لديناميكية السلام هذه ، مما عسر مهمة الساعين إلى ترقية السلم، وتسبب في جو من التأزم ، وقدم تعلات ، بل تبريرات ، لتماطل وتأخر الأمم المتحدة عن مباشرة العمليات الميدانية .

كثرت إليها الأوضاع في هذا البلد وما يكون لها ، لا محالة ، من تبعات على استقرار منطقة البحيرات الكبرى قاطبة ، تستوقفنا و تستنهض ضمائرنا . ورغم حشد منظمنا لطاقتها وإمكاناتها وكذا مواردها القليلة ، خدمة لعملية السلام ، فإن الوضع ظل هشاً ، وفي أحيان كثيرة ، محاطاً باللبس والغموض ، بحيث أخطر تنفيذ بنود اتفاق لوزاكا وحرم ، في الوقت نفسه ، الكونغوليين وشعوب المنطقة من حق العيش في سلام ، وتجديد عهدهم مع الإستقرار والرؤام . إن إفريقيا قاطبة؛ التي اتخذت العديد من المبادرات، وساندت كافة المساعي السلمية ، كان من حقها أن تنتظر من الأطراف المعنية أن ترفق جهودنا الاجتماعية و تردفها بالإنزام وعزيمة واستعداد أكبر ، إزاء ديناميكية السلام التي صادقت عليها .

وفي حين كانت جهودنا الجماعية تتجه نحو تعزيز وقف إطلاق النار ، وتوفير الظروف من أجل نشر القوات الأممية ، استمرت ، و بالأسف ، المواجهات العسكرية في صنع الواقع الميداني ، محدثة مزيداً من الصعوبات أمام المسعى السياسي الذي صادقنا عليه جماعياً ، بالجزائر ، غداة التوقيع على اتفاق لوزاكا . وباسمنا جميعاً يتعين عليّ أن أسجل بأن الأمر هنا يتعلق بمسؤولية علينا أن نتحملها أمام شعورنا وأمام التاريخ . إن الوضع

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

وفي جمهورية الكونغو الديمقراطية ، و منذ التوقيع على اتفاق لوزاكا يوم 10 يوليو 1999 ، عشية انعقاد قمتنا الخامسة والثلاثين بالجزائر ، فقد حيننا بالإجماع وبحرارة هذا المكسب الهام ، وسجلنا ، بارتياح ، ما أظهرته الأطراف من استعداد لأن تسلك بحزم سبيل السلم والإستقرار ، خدمة لمصلحة كافة شعوب المنطقة . و منذ ذلك الحين ، فإن الوضع في هذا البلد قد عرف تطورات جراء تعقيد وطبيعة النزاع نفسه وتكاثر الأطراف فيه ، و ، على وجه أخص ، جراء تأخر الأمم المتحدة بشكل معتبر ، بل مضر ، في تناولها لهذا الملف من حيث الجانب العملي . وأنتم تعلمون جميعا الإهتمام الخاص الذي أوليته شخصيا لتنفيذ مسار السلام في جمهورية الكونغو الديمقراطية وأهمية أن يكمل هذا المسار بالنجاح .

و من هذا المنطلق ، قمت بتعيين ممثل خاص مكلف بمتابعة هذا الملف . وقد أتاحت له الفرصة للمشاركة النشطة في كافة اجتماعات الهياكل والآليات التي وضعها اتفاق لوزاكا . و هذا الإهتمام لم ينبع من المسؤوليات الموكولة لرئاسة منظمة الوحدة الإفريقية قانونا فحسب ، بل ، كذلك ، من الخطورة التي

و رجائي أن يشكل هذا المكسب الهام الذي هللنا له جميعا
مثالا حقيقيا يحتذى في تسوية الأوضاع المساوية الأخرى التي
تشهدها قارتنا .

ولا بد لي أن أشدد بأن منظمة الوحدة الإفريقية قد
لعبت دورها كاملا في هذا النزاع ، و بذلت جهودا معتبرة ،
وبذلت ، كذلك ، وسائل و صبورا و موارد . وفي قياداتها
لمهمتها السلمية هذه ، استفادت منظمنا من الدعم الفعال
و الموصول لشركائها الرئيسيين ، خاصة منهم الأمم
المتحدة ، و الولايات المتحدة ، و الإتحاد الأوروبي .
و إنني لأحرص ، باسمكم جميعا ، على أن أجدد لهم ، في
الآن ذاته ، ما هم أهل له من تحية و ثناء ، و عميق امتنان
و عرفان منظمة الوحدة الإفريقية على هذه المساهمة الكبرى
في مجهودنا الجماعي الرامي إلى ترقية السلم في إفريقيا
وإعادته إلى ربوعها .

ولا يمكنني أن أطوي هذا الموضوع دون أن أدعو ، مرة
أخرى ، الطرفين إلى الشروع بحزم في تنفيذ مسار التسوية ،
حتى يتم التوصل إلى حل دائم للنزاع و حتى يتاح للشعبين ،
اللذين تربطهما و شائج جوار عريقة ، العيش في كنف السلم
و الوئام .

بالموافقة الصريحة للطرفين ، و مهد السبيل للنظر في المسائل
الجوهرية المفضية إلى المرحلة الأخيرة من المسار، ألا وهي
تحديد و رسم الحدود .

و هذه المفاوضات التي تابعتها ، دون شك ، يحدوكم ،
أولا ، الحرص على رؤية الإخوة الإثيوبيين والارتريين يرجحون
الحوار من أجل تسوية سلمية للنزاع ، قد تم إدارتها بحكمة
إصرار و تصميم ، بما يجنب الشعبين مزيدا من المعاناة
والويلات بلا طائل .

إن التوقيع على اتفاق وقف الإقتال ، بالجزائر العاصمة ، يوم
18 يونيو 2000 ، قد كان تتويجا وتكليلا لجهودنا الجماعية ،
ومحطة مهمة رجحت فيها الكفة ، في موقف هؤلاء و أولئك ،
لصالح التعقل ، وسجلنا خلالها إرادة الطرفين أن يسلكوا ، بحزم ،
سبيل السلم والمصالحة و الوئام . و لا يفوتني ، بهذا الصدد ،
أن أتوجه بالتحية إلى القائدين ، الوزير الأول ميلاس زيناوي ،
و الرئيس إيسياس أفورقي ، على حسن تقديرهما لخطورة الوضع
و تبعاته الوخيمة على مستقبل شعبيهما ، و على تفضيلهما
الخيار الذي أوصينا به بكل حماس والذي سعيينا من أجله بكل
صبر وأناة ، ألا و هو خيار السلم ، و السلم وحده دون سواه .

بين الطرفين، بخصوص الترتيبات التقنية ، لم يتم تذليلها رغم ما بذل من الجهود ، ورغم العزيمة الثابتة التي كانت تحدد على الدوام سعي منظمنا . وخلال إجتماع الجولة الأولى من المفاوضات غير المباشرة ، من 30 أفريل إلى 5 مايو 2000 ، بالجزائر العاصمة ، لم يتم تحقيق أي تقدم بخصوص الصياغة النهائية لإطار التسوية هذا . ويا للأسف ، كان تأجيل المفاوضات غير المباشرة هذه متبوعا باستئناف للمعارك .

وقد دعاني هذا إلى مضاعفة النداءات الملحة إلى الطرفين ، لكي يثوبا إلى الحكمة و ضبط النفس ويستأنفا مفاوضات السلام في الجزائر. لكن ، أمام الطابع المستعجل و الخطير الذي كان يكتسيه الوضع على الميدان ، تعين عليّ أن أتقل شخصا إلى أديس أبابا و أسمرة ، حيث إلتقيت ، على التوالي ، بالوزير الأول ميلاس زيناوي Meles ZENAWI و بالرئيس إسياس أفورقي Isaias AFWERKI ، وطلبت منهما وقف المعارك فوراً والعودة إلى محادثات الجزائر .

وهكذا ، و بفضل تعاون وتفهم قائدي البلدين الشقيقين ، تم ، مجدداً، تنظيم مفاوضات غير مباشرة ، من 30 مايو إلى 10 يونيو 2000 ، بالجزائر العاصمة ، مكنت من خوض مفاوضات حول مشروع اتفاق لإنهاء الإقتتال . وقد حظي هذا المشروع

لعميق الإنشغال ، خاصة إثر استئناف المواجهات المسلحة يوم
12 مايو 2000 .

وإنه ليؤسف لهذا الوضع ، خاصة وأنه لم يسفر إلا عن
خسائر بشرية ، و عن مزيد من الدمار وإزعاج كبير للسكان
بالنزوح والتهجير .

وكما تعلمون ، ومنذ قمة الجزائر ، وبناء على العهدة التي
أوكلتموها إليّ بغية إيجاد الشروط الضرورية لتنفيذ بنود الإتفاق
الإطار والكيفيات المتعلقة بتطبيقه، كما قبلها الطرفان
واعتمدها منظماتنا ، قمت بتعيين ممثل شخصي زار المنطقة
مرات متكررة من أجل تدعيم ديناميكية السلم ، التي كانت
ولادتها بالجزائر ، وذلك من أجل صياغة ترتيبات تقنية تكون
بمثابة طريقة تطبيقية لمسار التسوية .

وإن الحوار الذي أجراه مبعوثي الخاص مع الطرفين ، سواء
بأديس أبابا ADDIS ABEBA أو بأسمرة ASMARA أو بالجزائر
العاصمة ، من أجل الصياغة النهائية لمخطط التسوية ، قد اتسم
في مجمله ، بالهدوء و الصراحة ، وهو ما مكن ، على وجه
الخصوص ، من المحافظة ، لمدة تقارب الثمانية أشهر ، على
وضع اتسم بالكف عن الأعمال الحربية . إلا أن الخلافات العميقة

فإن هذه الفترة قد تميزت ببذل جهود حثيثة ، و تكثيف لمبادرات الهادفة إلى التسوية السلمية للنزاعات المتعددة ، ومتواصلة في قارتنا ، و التي ترهن بحق تطلعاتنا الجماعية إلى التقدم الإقتصادي و الإجتماعي .

لقد عرفت بعض حالات النزاع تقدما معتبرا ، على أساس التسويات ذات الصلة ، التي تم اعتمادها لترقية حلول سلمية . و لم يتسن هذا إلا بفضل ما تحلينا به جميعا من مثابرة و عزيمة و إلتزام ، و بفضل التنسيق الذي وفقنا في التقيد به و نحن نبذل الجهود الجماعية حيال كافة المساعي السلمية .

و في ذات الوقت ، فإن حالات النزاع و بؤر التوتر الجديدة ، تشكل ، بالنسبة لنا ، مصدرا لبالغ الإنشغال و القلق . و هذه الأوضاع تستدعي من منظمنا ، جهدا أكبر و تتطلب تجندا أكثر من أجل إعطاء أهدافنا المشتركة ، من سلم و استقرار ، كافة حظوظ النجاح .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

لقد كان النزاع بين إثيوبيا وارتريا ، خلال هذه الفترة ، مصدرا

الأمن والإستقرار في قارتنا. فالمواضيع التي طغت على أعمال القمة ، من نزاعات، وإرهاب ، وتنديد بالإنقلابات ، هي مواضيع سياسية . وبتعرضه لمبدأ عدم المساس بالحدود، وللتسوية السلمية للنزاعات ، وللاّمن و الإستقرار في القارة و لإتمام عملية تصفية الإستعمار و مواصلة الجهود في مجال حقوق الإنسان ، فإنّ البيان النهائي قد عزز هذا التوجه ودعمه .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ، أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

إنّ الجهود المكثفة التي نبذلها من أجل تحسين أداء منظماتنا ، و تعزيز قدراتها على التدخل ، و تزويدها بالوسائل الضرورية لا يمكنها أن ترتضي بمحيط حيث تتفاقم النزاعات و تستمر بؤر التوتر . إنّ هذا الوضع ليثير انشغالنا ، خاصة و أن جوهر نشاط منظمة الوحدة الإفريقية يتمثل في رفع التحدي الذي تطرحه العواقب الإنسانية الخطيرة و تبعاتها الوخيمة على إقتصادياتنا الهشة الضعيفة .

و في هذا السياق ، دعينا ، فرادى وجماعات ، إلى ضم جهودنا، من أجل إخماد كافة النزاعات قبل نهاية العام الجاري . و إذا كنا ، حقا ، لم نصل بعد إلى تحقيق هذا الهدف بحذافيره ،

التأخر الكبير الذي تكابده إفريقيا ، لتبدي جليا تطورا للأمر مثيرا للقلق ، من حيث أنه يعزل قارتنا عن الحركة التي هي بصدد تشكيل وصياغة العلاقات الدولية . وإذا لم يتم النظر، بجد ، في تحسين الشروط التي تتيح اندماجها ضمن منظومة المبادلات الدولية تحسينا معتبرا ، فإن تهميش قارتنا ، وما يحمله من أخطار وخيمة ، قد يجعل من إفريقيا ضحية تاريخ القرن الحادي والعشرين .

و بالتالي ، فإنه من الأهمية بمكان أن يرى في القرار المعتمد من قبل القمة الخامسة و الثلاثين ، بجعل سنة 2000 ، وهي آخر سنة في قرننا هذا ، سنة سلم وأمن وتضامن في إفريقيا ، دعوة ملحة من أجل تعجيل ضم كافة الإيرادات الحسنة و الوسائل التي تتطلبها ، لزاما ، التسوية السلمية للنزاعات و إعادة السلم إلى ربوع قارتنا . و من خلال هذه الدعوة ، فإن إفريقيا إنما تريد رفع تحدي عدم الإكتراث الذي تتحمل تبعاته الوخيمة ، بإشراك أكبر عدد ممكن من الأطراف في مشروع تقويم القارة و العودة بها إلى الإستقرار .

إن تصميم كل رؤساء الدول و الحكومات الأفارقة ، المجتمعين بالجزائر ، على إعطاء منظمة الوحدة الإفريقية دورا سياسيا متناميا ، يجد معناه في الطبيعة السياسية أساسا لقضايا

والمسعى هذا لقي التشجيع من خلال ما صدر من مساندة تامة و مؤازرة ، تجاوبا مع شغلنا الشاغل المتمثل في تدعيم منظماتنا ، وتحسين أدائها ، وتزويدها بالوسائل اللازمة التي تتيح لها التصدي لما يواجهها من تحديات مستعجلة ، متعددة و معقدة .

و لقد حدا نفس الحرص و نفس العزيمة مسعانا الرامي إلى تزويد منظماتنا بالموارد الضرورية لسيرها ولقيامها بمهمة شاحذة للهمم ، من مثل تلك التي تتوخى ترقية فضاء للسلم و الإستقرار و التنمية والإندماج في إفريقيا . لقد بذلت بلداننا جهودا معتبرة ، للوفاء بالتزاماتها المالية تجاه المنظمة . و صعوباتنا الإجتماعية الإقتصادية ، مهما كانت موضوعية ، لم تنل البتة من إيماننا بمثل منظمة الوحدة الإفريقية وأهدافها ، و لم تفت في إرادتنا المشتركة في صب طاقاتنا في التكفل بانشغالات منظماتنا الإفريقية .

و إذا كان مسعى منظمة الوحدة الإفريقية ، على مستوى القارة ، يتيح لنا ، من أوجه شتى ، الشعور بنوع من التفاؤل ، فإنه يلاقي ، على مستوى ما بين الجهات وعلى المستوى الدولي ، عدم اكتراث حقيقي يبعث على الإنشغال العميق . إن ظاهرة العولمة ، وما يجرى من تحولات تكنولوجية عميقة ، بكشفها عن مدى

السهر على تطبيق القرارات الهامة الصادرة عن القمة الخامسة والثلاثين ، المنعقدة بالجزائر .

أشكركم جزيل الشكر على المساندة الفعالة والتعاون الثابت والمثمر اللذين لقيتهما لدى كل منكم ، ولدى بلدانكم ، أثناء اضطلاعي بهذه المهمة التي تشرفني و تشرف بلادي ، والتي كانت مهمة لها ما لها من المتطلبات ، إلا أنها تستنهض العزائم وتشحذ الهمم .

بودي ، كذلك ، أن أتوجه بتحية مستحقة إلى أميننا العام الموقر ، الدكتور سليم أحمد سليم ، الذي يسر مهمتي بما كان منه من استعداد وتفان ، وبنصائحه الحكيمة . وله عرفاني وامتناني على نوعية ما أنجزه من أعمال وقام به من مبادرات محمودة ، بغية تفعيل الأمانة العامة وتكليفها كلها مع مهمات المنظمة ، لصالح السلم والوحدة والتنمية والإندماج القاري .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات .

أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل .

منذ انعقاد القمة الخامسة والثلاثين بالجزائر ، بذلت جهود مكثفة وحصلت مبادرات هامة بغية تجسيد تطلعاتنا الجماعية للسلم والوحدة والتضامن والتنمية الاقتصادية و الاجتماعية .

أخوي حار ، و على ما حظينا لديهم ، منذ حلولنا بهذا البلد الجميل ، من صداقة إفريقية كنها وسمة .

كما أود أن أعتنم هذه السانحة لأتوجه بالشناء والإمتنان للسلطات الطوغولية ، على جودة الإعداد لاجتماعنا ، و على توفيرها التسهيلات الضرورية لحسن سير أعمالنا .

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحكومات ،

أيها السيدات الفضليات ، أيها السادة الأفاضل ،

و أنا أنهى عهدتي على رأس منظمنا القارية ، لا بد لي أن أقدم لكم حصيلة عن نشاطاتنا خلال هذه الفترة، وأن أوافيكم، في الوقت ذاته ، بتقييمنا وتحليلاتنا لمجموع ما تمكنا من الإضطلاع به سويا ، أو ما تيسر لي خوضه باسمكم ، خدمة لترقية السلم و التنمية الإجتماعية و الإقتصادية لقارتنا و أطلعكم ، كذلك ، على ما تم تحقيقه من تقدم في سعينا إلى تحقيق الإندماج الإفريقي .

و بهذا الصدد ، لا يفوتني أن أجدد لكم عميق وخالص عرفاني وارتياحي على ما حبوتموني به من ثقة غالية ، بائتماني على رئاسة منظمنا و على مسؤولية

بِسْمِ اللّٰهِ الرَّحْمٰنِ الرَّحِیْمِ
و الصلّٰة و السلام علی أشرف المرسلین
و علی آله و صحبه إلی یوم الدین

أصحاب الفخامة رؤساء الدول والحکومات ،
سیادة الأئین العام لمنظمة الأمم المتحدة ،
سیادة الأئین العام لمنظمة الوحدة الإفريقية ،
أیتها السیدات الفضلیات ، أیها السادة الأفاضل ،

إنني أتوجه ، أول ما أتوجه ، إلی أخي و صديقي ، الرئيس
نیاسنبی إیادیما Gnassingbe EYADEMA ، لأعرب له عما
یغمرنی من ابتهاج و سرور بوجودی فی العاصمة الطوغولية ، لومي
LOME ، هذه الحاضرة الإفريقية الفائقة الجمال ، التي شملتنا
بغامر كرمها و حسن ضیافتها ورغید العیش فیها . إنني أود أن أعرب
له ، و من خلاله إلی حكومة طوغو وشعبه كافة ، عن خالص
تشكراتي وعمیق عرفاني وامتناني ، علی ما خصونا به من استقبال

نص خطاب

فخامة عبد العزيز بوتفليقة

رئيس الجمهورية

الرئيس الحالي لمنظمة الوحدة الإفريقية

في الدورة العادية السادسة والثلاثين

لرؤساء دول وحكومات

منظمة الوحدة الإفريقية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

رئاسة الجمهورية

نص خطاب

فخامة عبد العزيز بوتفليقة

رئيس الجمهورية

الرئيس الحالي لمنظمة الوحدة الإفريقية

في الدورة العادية السادسة والثلاثين
لرؤساء دول وحكومات
منظمة الوحدة الإفريقية

(لومي من 10 يوليو 2000 إلى 12 منه)

(النص باللغات العربية و الانجليزية و الفرنسية)

2000-07

Republique Algerienne Democratique
et Populaire
Presidence de la
Republique
Discours de son
Excellence Abdul-aziz Bouteflika
president de la Republique Algerienne
democratique et populaire et president
en exercice de l'organisation de
l'unite africaine a la 36~me session
ordinaire de la conference des chefs
d'etat et de gouvernement de
l'organisation de l'unite Africaine

Organization of African Unity

Organization of African Unity ;Addisababa

<http://archives.au.int/handle/123456789/6377>

Downloaded from African Union Common Repository